



## Rapport Financier Semestriel 2016

Incluant :

- Rapport Semestriel d'Activité 2016
- Etats Financiers Consolidés au 30 Juin 2016
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'Information Financière Semestrielle 2016
- Déclaration des Personnes Responsables du Rapport Financier Semestriel 2016

**Compagnie de Saint-Gobain**

Les Miroirs • 18, avenue d'Alsace • 92096 La Défense Cedex • France • Tél. +33 (0)1 47 62 30 00 • [www.saint-gobain.com](http://www.saint-gobain.com)  
S.A. au capital de € 2.219.387.920 • 542 039 532 R.C.S. Nanterre • Siret 542 039 532 000 40 • APE 7010 Z

Rapport Semestriel d'Activité  
Comptes Consolidés au 30 Juin 2016

### Chiffres clés

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2015	S1 2016	Variation	Variation à données comp.
<b>Chiffre d'affaires</b>	19 860	<b>19 549</b>	<b>-1,6%</b>	<b>+2,9%</b>
<b>Excédent Brut d'Exploitation (EBE)</b>	1 886	<b>1 957</b>	<b>+3,8%</b>	
<b>Résultat d'exploitation</b>	1 275	<b>1 368</b>	<b>+7,3%</b>	<b>+10,2%</b>
<b>Résultat Net courant<sup>2</sup></b>	552	<b>624</b>	<b>+13,0%</b>	
<b>Autofinancement libre<sup>3</sup></b>	728	<b>823</b>	<b>+13,0%</b>	

- Croissance interne de +2,9% avec des volumes en nette amélioration (+3,5%) soutenus en partie par un effet jours ouvrés favorables
- Effet prix de -0,6% dans un environnement qui reste déflationniste en prix et en coûts des matières premières et de l'énergie
- Effet de change de -3,5% sur les ventes et effet périmètre de -1,0%
- Résultat d'exploitation en progression de +7,3% en réel et de +10,2% à structure et taux de change comparables
- Nette progression de +13,0% du résultat net courant et de l'autofinancement libre
- Acquisition et annulation d'environ 11 millions d'actions au cours du premier semestre
- BNPA courant<sup>1</sup> en progression de +16,5%
- Confirmation des objectifs pour l'année 2016 et amélioration du résultat d'exploitation à données comparables au second semestre par rapport au second semestre 2015

1. BNPA (Bénéfice Net Par Action) courant des activités poursuivies

2. Résultat Net courant des activités poursuivies hors plus ou moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives

3. Autofinancement des activités poursuivies hors effet fiscal des plus ou moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives - investissements industriels

## Performances opérationnelles

Le Groupe réalise au premier semestre un **chiffre d'affaires** de **19 549 millions d'euros**, avec un **effet de change** marqué de -3,5%, notamment lié à la dépréciation par rapport à l'euro des devises en Amérique latine et dans une moindre mesure de la livre britannique.

L'**effet périmètre** de -1,0% reflète l'impact des cessions intervenues en 2015 dans le cadre de la politique d'optimisation du portefeuille dans la Distribution Bâtiment.

**A données comparables** les ventes s'améliorent de **+2,9%** tirées par les volumes à +3,5% soutenus en partie par un effet jours ouvrés positif au deuxième trimestre (impact estimé légèrement supérieur à +1% sur le semestre). Tous les Pôles et toutes nos zones géographiques progressent en volumes. Dans un contexte encore déflationniste des coûts des matières premières et de l'énergie, les prix restent en légère érosion à -0,6% sur le semestre.

Le résultat d'exploitation du Groupe progresse de +7,3% en réel et de +10,2% à données comparables. **La marge d'exploitation<sup>1</sup> du Groupe rebondit à 7,0%**, en progression de +0,6 point par rapport au premier semestre 2015. Tous les Pôles voient leur marge progresser, notamment dans l'industrie et dans une moindre mesure dans la Distribution Bâtiment affectée par l'environnement déflationniste.

### Par Pôle

Le chiffre d'affaires du **Pôle Matériaux Innovants** progresse de +4,4% à données comparables tiré par le Vitrage. La marge d'exploitation du Pôle poursuit sa nette amélioration à 11,2% contre 10,2% au premier semestre 2015.

- Le deuxième trimestre confirme les bonnes tendances du début de l'année dans le **Vitrage** qui enregistre une croissance interne sur le semestre de +6,5%. L'activité automobile maintient sa bonne dynamique dans toutes les zones géographiques, hormis au Brésil. Les marchés de la construction restent dynamiques en Asie et pays émergents et bénéficient de la reprise des volumes en Europe occidentale et d'une augmentation des prix du *float*. La marge d'exploitation poursuit son redressement à 8,8% contre 7,4% au premier semestre 2015, grâce aux volumes additionnels associés à un effet de levier opérationnel optimisé.
- Le chiffre d'affaires des **Matériaux Haute Performance (MHP)** progresse de +2,0% à données comparables sur le semestre. Les Plastiques et les Solutions textiles affichent une bonne dynamique ; les Abrasifs enregistrent une croissance interne tirée par les prix. Les Céramiques se contractent au deuxième trimestre après un premier trimestre qui avait bénéficié d'un niveau élevé dans les réfractaires. La marge d'exploitation s'améliore à 14,0% contre 13,5% au premier semestre 2015.

Le chiffre d'affaires du **Pôle Produits pour la Construction (PPC)** progresse de +1,6% à données comparables sur le semestre, grâce à l'Aménagement Intérieur qui génère une amélioration significative de la marge d'exploitation du Pôle à 9,4% contre 8,7% au premier semestre 2015.

- **L'Aménagement Intérieur** réalise une croissance interne de +5,2% au premier semestre, grâce à ses positions de marché solides, qui lui permettent de tirer parti d'une bonne dynamique dans toutes les zones géographiques. Dans un environnement qui reste encore déflationniste, les volumes sont bien orientés en Europe occidentale (en partie aidés par un effet jours ouvrés favorables) comme en Amérique du Nord. L'Asie et les pays émergents confirment leur bonne performance, et le bien-fondé des opérations de croissance réalisées dans cette zone au cours des dernières années. La marge d'exploitation progresse à 10,2% contre 9,0% au premier semestre 2015.

1. Marge d'exploitation = Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires

- **L'Aménagement Extérieur** marque un recul sur le semestre de -2,0% à données comparables, entièrement expliqué par le repli attendu de la Canalisation, qui pâtit de marchés en contraction sur ses principales zones géographiques. Pour autant, le deuxième trimestre de l'Aménagement Extérieur se stabilise, bénéficiant de l'accélération des volumes dans le Roofing aux Etats-Unis. Les Mortiers affichent une croissance interne tirée par l'Asie et les pays émergents et par l'amélioration de l'Europe occidentale, qui compensent la situation plus difficile du Brésil. Au total, la marge d'exploitation se stabilise à 8,3%.

Le chiffre d'affaires du **Pôle Distribution Bâtiment** progresse de +3,1% à données comparables, avec un deuxième trimestre soutenu par un effet jours ouvrés positif. L'activité en France bénéficie du début de la reprise de la construction neuve tandis que le marché de la rénovation demeure atone. Les bonnes tendances en volumes se poursuivent en Allemagne, au Royaume-Uni et tout particulièrement dans les pays nordiques. Dans un contexte de baisse des coûts d'achat de produits vendus en Europe, les prix s'inscrivent en repli en particulier en France et au Royaume-Uni. Le Brésil continue de subir un ralentissement conjoncturel marqué. La marge d'exploitation s'établit à 2,8% contre 2,6% au premier semestre 2015, bénéficiant d'une reprise des volumes en Europe, mais affectée par un environnement déflationniste.

### **Par grande zone géographique**

Le premier semestre affiche une croissance interne positive dans toutes nos zones avec une poursuite des tendances du premier sur le deuxième trimestre.

- L'activité en **France** confirme sa stabilisation sur le semestre et affiche une croissance interne de +0,6%, bénéficiant d'un effet jours ouvrés favorable sur le deuxième trimestre. L'activité dans la construction neuve montre des signes d'amélioration ; le marché de la rénovation reste pour l'instant atone ; le recul de la Canalisation pèse sur le premier semestre. La marge d'exploitation s'érode légèrement à 2,4%, affectée par la détérioration de la Canalisation.
- Les **autres pays d'Europe occidentale** à +4,3% sur le semestre, voient leur croissance interne s'accélérer sur le deuxième trimestre. Au-delà d'un effet jours ouvrés positif, cette progression reflète les bonnes conditions de marché dans tous nos principaux pays. La marge d'exploitation de la zone poursuit son rebond à 5,9% contre 5,4% au premier semestre 2015.
- En **Amérique du Nord**, le chiffre d'affaires à données comparables progresse de +3,6% au premier semestre, en ligne avec le premier trimestre. L'activité dans la construction reste dynamique et les marchés industriels hésitants. La marge d'exploitation rebondit fortement à 11,6% par rapport à 9,5% au premier semestre 2015, tirée par la nette amélioration du Roofing.
- L'**Asie et les pays émergents** poursuivent leur bon niveau de croissance interne à +4,9% sur le semestre, tirée par l'Europe de l'Est et l'Amérique latine, malgré le ralentissement du Brésil. L'Asie progresse avec une forte dynamique en Inde et malgré une activité en recul en Chine. La marge d'exploitation s'améliore à nouveau à 10,6% du chiffre d'affaires contre 10,0% un an plus tôt.

## Analyse des comptes consolidés du premier semestre 2016

Les comptes consolidés non audités du premier semestre 2016 ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes et ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 28 juillet 2016.

En millions d'euros	S1 2015 (A)	S1 2016 (B)	Variation % (B)/(A)
<b>Chiffre d'affaires et produits accessoires</b>	<b>19 860</b>	<b>19 549</b>	<b>-1,6%</b>
<b>Résultat d'exploitation (RE)</b>	<b>1 275</b>	<b>1 368</b>	<b>7,3%</b>
Amortissements d'exploitation	611	589	-3,6%
<b>EBE (RE + amortissements d'exploitation)</b>	<b>1 886</b>	<b>1 957</b>	<b>3,8%</b>
Pertes et profits hors exploitation	-154	-180	16,9%
Plus et moins-values de cessions, dépréciations d'actifs, frais d'acquisition de sociétés et compléments de prix	-41	-32	-22,0%
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 080</b>	<b>1 156</b>	<b>7,0%</b>
Résultat financier	-328	-287	-12,5%
Impôts sur les résultats	-236	-261	10,6%
Sociétés mises en équivalence	0	2	n.s.
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>516</b>	<b>610</b>	<b>18,2%</b>
<b>Résultat net des activités cédées</b>	<b>69</b>	<b>0</b>	<b>n.s.</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>585</b>	<b>610</b>	<b>4,3%</b>
Part revenant aux intérêts minoritaires	27	14	-48,1%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>558</b>	<b>596</b>	<b>6,8%</b>
<b>BNPA (Bénéfice Net Par Action)<sup>2</sup> (en €)</b>	<b>0,98</b>	<b>1,08</b>	<b>10,2%</b>
<b>Résultat net des activités poursuivies part du Groupe</b>	<b>493</b>	<b>596</b>	<b>20,9%</b>
<b>Résultat net courant des activités poursuivies<sup>1</sup></b>	<b>552</b>	<b>624</b>	<b>13,0%</b>
<b>BNPA (Bénéfice Net Par Action)<sup>2</sup> courant des activités poursuivies<sup>1</sup> (en €)</b>	<b>0,97</b>	<b>1,13</b>	<b>16,5%</b>
Autofinancement <sup>3</sup>	1 195	1 260	5,4%
<b>Autofinancement hors impôts / plus-values<sup>4</sup></b>	<b>1 185</b>	<b>1 251</b>	<b>5,6%</b>
Investissements industriels	457	428	-6,3%
<b>Autofinancement libre<sup>5</sup></b>	<b>728</b>	<b>823</b>	<b>13,0%</b>
Investissements en titres	92	68	-26,1%
<b>Endettement net de l'ensemble consolidé</b>	<b>7 995</b>	<b>6 624</b>	<b>-17,1%</b>

1. Hors plus ou moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives

2. Calculé sur le nombre de titres en circulation au 30 juin (552 574 120 actions en 2016, contre 569 364 905 en 2015)

3. Autofinancement = Autofinancement des activités poursuivies hors provisions non récurrentes significatives

4. Autofinancement hors impôts / plus-values = (3) - effet fiscal des plus ou moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives

5. Autofinancement libre = (4) - investissements industriels des activités poursuivies

**Le chiffre d'affaires** du Groupe progresse à données comparables de +2,9%, grâce à la croissance des volumes et malgré un effet prix de -0,6% dans un environnement déflationniste. En réel, le chiffre d'affaires se replie de -1,6% avec un **effet de change** de -3,5%, résultant principalement de la dépréciation par rapport à l'euro des devises d'Amérique latine et dans une moindre mesure de la livre britannique. **L'effet périmètre** de -1,0% reflète essentiellement les cessions en 2015 dans la Distribution Bâtiment.

**Le résultat d'exploitation** progresse de +7,3% à données réelles malgré un effet de change défavorable. La marge d'exploitation s'améliore à 7,0% du chiffre d'affaires contre 6,4% au premier semestre 2015, grâce à l'amélioration de la marge dans tous les Pôles.

**L'Excédent Brut d'Exploitation** progresse de +3,8% à 1 957 millions d'euros (EBE = Résultat d'exploitation + amortissements d'exploitation) et la marge d'EBE à 10,0% du chiffre d'affaires contre 9,5% au premier semestre 2015.

**Les pertes et profits hors exploitation** s'inscrivent à -180 millions d'euros, avec une hausse des charges de restructuration par rapport à la même période de 2015 en raison de l'anticipation dans l'année de certains projets ; la prévision annuelle d'une légère baisse de ces coûts est maintenue. La dotation de 45 millions d'euros au titre de la provision sur les litiges liés à l'amiante chez CertainTeed aux Etats-Unis reste inchangée par rapport aux derniers semestres.

**Les plus et moins-values de cessions, les dépréciations d'actifs et les frais d'acquisitions de sociétés** se limitent, en net, à -32 millions d'euros contre -41 millions d'euros au premier semestre 2015. En ligne avec la progression du résultat d'exploitation, **le résultat opérationnel** s'adapte +7,0% à 1 156 millions d'euros.

**Le résultat financier** s'inscrit en nette amélioration de 12,5% à -287 millions d'euros contre -328 millions d'euros, essentiellement grâce à la baisse de l'endettement net ; le coût de l'endettement financier brut reste à 3,9% au 30 juin 2016 en ligne avec le taux de fin 2015.

Le taux d'impôt sur le résultat net courant reste stable à 30%. **Les impôts sur les résultats** s'inscrivent à -261 millions d'euros (-236 millions d'euros au premier semestre 2015).

**Le résultat net courant** (hors plus et moins-values, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives) ressort à 624 millions d'euros, en progression de +13,0%.

**Le résultat net part du Groupe** s'établit en hausse de +6,8% à 596 millions d'euros, mais progresse de +20,9% hors résultat net de Verallia en 2015.

**Les investissements industriels** s'établissent en baisse à 428 millions d'euros avec un effet de change négatif (457 millions d'euros à la même période 2015) et représentent 2,2% des ventes contre un premier semestre 2015 à 2,3%.

**L'autofinancement** s'établit à 1 260 millions d'euros, en amélioration de +5,4% ; avant impact fiscal des plus et moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives, il progresse de +5,6%, à 1 251 millions d'euros et **l'autofinancement libre** progresse de +13,0% pour atteindre 823 millions d'euros (4,2% du chiffre d'affaires contre 3,7% au premier semestre 2015).

**La différence entre l'EBE (Excédent Brut d'Exploitation) et les investissements industriels** s'améliore de +7,0% à 1 529 millions d'euros (1 429 millions d'euros au premier semestre 2015). Elle représente 7,8% du chiffre d'affaires (7,2% au premier semestre 2015).

**Le BFRE (Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation)** à 4 244 millions d'euros (4 448 millions d'euros à fin juin 2015) s'améliore à 39,1 jours de chiffre d'affaires, soit -1,7 jour principalement lié à la baisse des stocks.

**Les investissements en titres** sont limités à 68 millions d'euros (92 millions d'euros au premier semestre 2015) et correspondent à des acquisitions de petite taille au sein des trois pôles.

**L'endettement net** s'améliore en passant de 8,0 milliards d'euros au 30 juin 2015 à 6,6 milliards d'euros au 30 juin 2016 (en baisse de 17,1%) avec l'impact favorable de la cession de Verallia au second semestre 2015, partiellement compensé par le paiement du dividende en juin 2016 contre juillet 2015, ainsi que par le montant de 857 millions d'euros de rachats d'actions sur les deux derniers semestres. L'endettement net représente 36% des fonds propres (capitaux propres de l'ensemble consolidé), contre 40% au 30 juin 2015.

**Le ratio « endettement net sur EBE des 12 derniers mois glissants (EBITDA) »** s'établit à 1,7, contre 2,1 à fin juin 2015.

## Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2016 sont ceux décrits à la section 1 « Facteurs de risques » du Chapitre 6 du document de référence 2015 du 4 avril 2016 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.16-0265 (le « Document de Référence 2015 »). Il n'y a pas eu d'évolution significative de ces facteurs de risques au cours du premier semestre 2016.

Les évolutions relatives aux litiges au cours du premier semestre 2016 sont présentées dans la note 6.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2016.

## Principales transactions entre parties liées

Les parties liées sont constituées principalement des sociétés mises en équivalence, des sociétés intégrées proportionnellement et de certaines filiales du groupe Wendel. Les transactions avec ces sociétés liées, conformément à la politique du Groupe, sont réalisées à des conditions courantes de marché dans le cadre normal de ses activités.

Saint-Gobain a procédé le 4 mai 2016 au rachat de 10 millions de ses propres actions (soit environ 1,8% du capital à la date de l'opération) pour un prix de 385 millions d'euros dans le cadre d'un placement accéléré avec construction de livre d'ordres réalisé le même jour par Wendel, portant sur un total de 30 millions d'actions Saint-Gobain représentant environ 5,3% du capital. Ce rachat a été effectué au prix du placement, au titre du programme de rachat d'actions autorisé par les actionnaires de Saint-Gobain lors de l'Assemblée générale du 4 juin 2015. Les actions rachetées ont été annulées le 30 mai 2016. A l'issue de cette opération, Wendel détient environ 6,4% du capital et 11,1% des droits de vote de la Compagnie de Saint-Gobain, en restant un actionnaire significatif et de long terme dans le cadre des accords de gouvernance existants.

Il n'y a pas eu d'autre évolution significative de ces transactions au cours du premier semestre 2016.

## Faits marquants

### *Projet d'acquisition du contrôle de Sika*

Saint-Gobain a poursuivi au cours du premier semestre 2016 son projet d'acquisition du contrôle de Sika, décrit à la section 4.3 du Chapitre 2 du Document de Référence 2015, avec une décision du Tribunal cantonal de Zoug en première instance attendue d'ici la fin de l'année.

## Perspectives et priorités d'actions 2016

Après une première partie de l'année en ligne avec nos prévisions, pour le second semestre :

- la **France** devrait bénéficier progressivement de la reprise de la construction neuve après une stabilisation au premier semestre
- les **autres pays d'Europe occidentale** devraient poursuivre leur croissance, même si le Royaume-Uni pourrait subir les effets des incertitudes générées par le vote du 23 juin
- l'**Amérique du Nord** devrait progresser malgré un contexte incertain dans l'industrie
- en **Asie et pays émergents**, nos activités devraient poursuivre leur bon niveau de croissance interne malgré la contraction au Brésil

Le Groupe confirme ses **priorités d'actions sur l'ensemble de l'année** :

- **priorité aux prix de vente** dans un contexte déflationniste
- **économies supplémentaires** de ~**250 millions d'euros** par rapport à la base de coûts de 2015, dont 150 millions d'euros au premier semestre
- programme d'**investissements industriels d'environ 1 400 millions d'euros**
- **engagement en investissements R&D** pour soutenir sa stratégie de différenciation et de solutions à plus forte valeur ajoutée
- **priorité à la génération d'un autofinancement libre élevé**
- poursuite de l'**acquisition du contrôle de Sika**

Conformément à ses objectifs à long terme, **le Groupe a racheté 10,9 millions d'actions** et en a annulé 11 millions au cours du premier semestre.

**Le Groupe confirme ses objectifs pour l'année 2016 et anticipe pour le second semestre une amélioration du résultat d'exploitation à structure et taux de change comparables par rapport au second semestre 2015.**

*Tous les indicateurs de ce rapport (non définis en notes de bas de page) font l'objet d'une explication dans les notes aux Etats Financiers Consolidés au 30 juin 2016 ci-après, inclus dans le présent rapport financier semestriel.*

*Le glossaire ci-dessous indique dans quelle note est défini chaque indicateur.*

**Glossaire :**

<i>Autofinancement</i>	<i>Note 3</i>
<i>Endettement net</i>	<i>Note 7</i>
<i>Excédent Brut d'Exploitation</i>	<i>Note 3</i>
<i>Pertes et profits hors exploitation</i>	<i>Note 3</i>
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>Note 3</i>
<i>Résultat financier</i>	<i>Note 7</i>
<i>Résultat net courant</i>	<i>Note 3</i>
<i>Résultat opérationnel</i>	<i>Note 3</i>

**Avertissement important - déclarations prospectives :**

Ce rapport contient des déclarations prospectives relatives à la situation financière, aux résultats, aux métiers, à la stratégie et aux perspectives de Saint-Gobain. Ces déclarations prospectives peuvent être généralement identifiées par l'utilisation des termes « s'attendre à », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer » ou « planifier », ainsi que par d'autres termes similaires. Bien que Saint-Gobain estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, les investisseurs sont alertés sur le fait qu'elles ne constituent pas des garanties quant à sa performance future. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques, connus ou inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs, dont la plupart sont difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de Saint-Gobain, et notamment les risques décrits dans la section « Facteurs de Risques » du Document de Référence de Saint-Gobain disponible sur son site Internet ([www.saint-gobain.com](http://www.saint-gobain.com)). En conséquence, toute précaution doit être prise dans l'utilisation de ces déclarations prospectives. Ce document contient des informations prospectives qui ne peuvent s'apprécier qu'au jour de sa diffusion. Saint-Gobain ne prend aucun engagement de compléter, mettre à jour ou modifier ces déclarations prospectives en raison d'une information nouvelle, d'un événement futur ou de toute autre raison.

**Ce rapport ne constitue ni une offre d'achat ou d'échange, ni une sollicitation d'une offre de vente ou d'échange d'actions ou autres titres de Saint-Gobain.**

Pour toute information complémentaire, se reporter au site internet [www.saint-gobain.com](http://www.saint-gobain.com)



# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

30 juin 2016



## SOMMAIRE DETAILLE

COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2016 .....	3
BILAN CONSOLIDE.....	3
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE .....	4
ETAT DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISES.....	5
TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE .....	6
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES .....	7
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES .....	8
NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES .....	8
1.1. Estimations et hypothèses.....	8
1.2. Référentiel appliqué.....	8
NOTE 2 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION .....	9
2.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation .....	9
2.2. Evolutions du périmètre de consolidation.....	9
2.3. Evolutions du nombre de sociétés consolidées.....	10
2.4. Engagements hors bilan donnés liés au périmètre du Groupe.....	10
NOTE 3 – ELEMENTS COURANTS DE L’ACTIVITE OPERATIONNELLE.....	10
3.1. Eléments du compte de résultat.....	10
3.2. Informations sectorielles.....	11
3.3. Informations par zone géographique .....	12
3.4. Indicateurs de performance .....	13
3.5. Besoins en fonds de roulement.....	14
3.6. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles .....	15
NOTE 4 – CHARGES ET AVANTAGES AU PERSONNEL .....	15
4.1. Provisions pour retraites et avantages au personnel .....	15
4.2. Paiements en actions .....	17
NOTE 5 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES.....	19
5.1. Ecarts d’acquisition .....	19
5.2. Autres immobilisations incorporelles.....	19
5.3. Immobilisations corporelles .....	20
5.4. Contrats de location-financement et locations simples.....	20
5.5. Suivi de la valeur .....	20
NOTE 6 – AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS, PASSIFS EVENTUELS ET LITIGES .....	21
6.1. Provisions pour autres passifs.....	21
6.2. Passifs éventuels et litiges .....	21
NOTE 7 – FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS.....	25
7.1. Résultat financier .....	25
7.2. Endettement net .....	25
7.3. Instruments financiers.....	28
7.4. Actifs et passifs financiers .....	30
NOTE 8 – CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION .....	30
8.1. Capitaux propres .....	30
8.2. Résultat par action .....	31
NOTE 9 – IMPOTS SUR LES RESULTATS .....	31
9.1. Impôts sur les résultats .....	31

<b>9.2. Impôts différés</b> .....	<b>32</b>
<b>NOTE 10 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE</b> .....	<b>32</b>

**COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2016****BILAN CONSOLIDE**

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2016	31 déc 2015
<b>ACTIF</b>			
Ecarts d'acquisition	(5)	10 457	10 683
Autres immobilisations incorporelles	(5)	2 641	2 748
Immobilisations corporelles	(5)	11 373	11 587
Titres mis en équivalence		331	319
Impôts différés actifs	(9)	1 548	1 337
Autres actifs non courants		660	635
<b>Total de l'actif non courant</b>		<b>27 010</b>	<b>27 309</b>
Stocks	(3)	5 964	5 715
Créances clients	(3)	5 906	4 751
Créances d'impôts courants		264	296
Autres créances	(3)	1 522	1 405
Disponibilités et équivalents de trésorerie	(7)	2 900	5 380
<b>Total de l'actif courant</b>		<b>16 556</b>	<b>17 547</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>43 566</b>	<b>44 856</b>
<b>PASSIF</b>			
Capital	(8)	2 219	2 244
Primes et réserve légale		6 081	6 341
Réserves et résultat consolidés		10 591	10 805
Ecarts de conversion		(913)	(528)
Réserves de juste valeur		147	181
Actions propres	(8)	(78)	(87)
<b>Capitaux propres du Groupe</b>		<b>18 047</b>	<b>18 956</b>
Intérêts minoritaires		360	364
<b>Capitaux propres de l'ensemble consolidé</b>		<b>18 407</b>	<b>19 320</b>
Dettes financières	(7)	5 829	7 330
Provisions pour retraites et avantages au personnel	(4)	4 082	3 849
Impôts différés passifs	(9)	474	466
Autres provisions et passifs non courants	(6)	1 298	1 276
<b>Total des dettes non courantes</b>		<b>11 683</b>	<b>12 921</b>
Partie court terme des dettes financières	(7)	2 933	2 231
Partie court terme des autres provisions et passifs	(6)	428	454
Dettes fournisseurs	(3)	5 699	5 716
Dettes d'impôts courants		167	150
Autres dettes	(3)	3 487	3 448
Emprunts à moins d'un an et banques créditrices	(7)	762	616
<b>Total des dettes courantes</b>		<b>13 476</b>	<b>12 615</b>
<b>Total du passif</b>		<b>43 566</b>	<b>44 856</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## COMPTES CONSOLIDÉS DE RESULTAT CONSOLIDÉ

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 <sup>er</sup> semestre 2016	1 <sup>er</sup> semestre 2015
Chiffre d'affaires et produits accessoires	(3)	19 549	19 860
Coût des produits vendus	(3)	(14 498)	(14 840)
Frais généraux et de recherche	(3)	(3 697)	(3 765)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence opérationnelles		14	20
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>1 368</b>	<b>1 275</b>
Autres produits opérationnels	(3)	15	14
Autres charges opérationnelles	(3)	(227)	(209)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>1 156</b>	<b>1 080</b>
Coût de l'endettement financier brut		(197)	(228)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		10	15
Coût de l'endettement financier net		(187)	(213)
Autres produits et charges financiers		(100)	(115)
<b>Résultat financier</b>	(7)	<b>(287)</b>	<b>(328)</b>
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence non opérationnelles		2	0
Impôts sur les résultats	(9)	(261)	(236)
Résultat net des activités poursuivies		610	516
Résultat net des activités cédées		0	69
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>610</b>	<b>585</b>
Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe		596	493
Résultat net des activités cédées, part du Groupe		0	65
<b>Résultat net part du Groupe</b>		<b>596</b>	<b>558</b>
Résultat net des activités poursuivies, part revenant aux intérêts minoritaires		14	23
Résultat net des activités cédées, part revenant aux intérêts minoritaires		0	4
Part revenant aux intérêts minoritaires		14	27
<b>Résultat par action (en euros)</b>	Notes	1 <sup>er</sup> semestre 2016	1 <sup>er</sup> semestre 2015
Nombre moyen pondéré de titres en circulation		556 459 337	561 292 118
Résultat net, part du Groupe par action	(8)	1,07	1,00
Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe par action	(8)	1,07	0,88
Résultat net des activités cédées, part du Groupe par action	(8)	0,00	0,12
Nombre moyen pondéré et dilué de titres		558 802 960	563 600 566
Résultat net dilué, part du Groupe par action	(8)	1,07	0,99
Résultat net dilué des activités poursuivies, part du Groupe par action	(8)	1,07	0,87
Résultat net des activités cédées, part du Groupe par action	(8)	0,00	0,12

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISES**

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2016</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2015</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>610</b>	<b>585</b>
<u>Éléments recyclables en résultat</u>		
Ecarts de conversion	(377)	783
Variation de juste valeur	(34)	381
Impôts sur les éléments recyclables en résultat	12	(143)
<u>Éléments non recyclables en résultat</u>		
Variation des écarts actuariels	(277)	446
Impôts sur les éléments non recyclables en résultat	140	(155)
<b>Total produits et charges reconnus directement en capitaux propres</b>	<b>(536)</b>	<b>1 312</b>
Total des produits et charges de la période	74	1 897
Part du Groupe	52	1 867
Part des intérêts minoritaires	22	30

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 <sup>er</sup> semestre 2016	1 <sup>er</sup> semestre 2015
<b>Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe</b>		<b>596</b>	<b>493</b>
Part des intérêts minoritaires dans le résultat net	(a)	14	23
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, nette des dividendes reçus		(8)	(12)
Dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs	(3)	608	633
Résultat des réalisations d'actifs	(3)	9	10
Résultats latents liés aux variations de juste valeur et aux paiements en actions	(3)	34	21
Variation des stocks	(3)	(300)	(250)
Variation des créances clients, des dettes fournisseurs et des autres créances et dettes	(3)	(1 081)	(1 128)
Variation des créances et dettes d'impôt	(9)	55	24
Variation des provisions pour autres passifs et des impôts différés	(4)(6)(9)	(29)	43
<b>Trésorerie provenant des activités poursuivies</b>		<b>(102)</b>	<b>(143)</b>
Trésorerie provenant des activités cédées		0	61
<b>Trésorerie provenant de l'activité</b>		<b>(102)</b>	<b>(82)</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles [1 <sup>er</sup> semestre 2016 : (428), 1 <sup>er</sup> semestre 2015 : (457)] et incorporelles	(5)	(480)	(511)
Augmentation (diminution) des dettes sur immobilisations	(3)	(111)	(135)
Acquisitions de titres de sociétés consolidées [1 <sup>er</sup> semestre 2016 : (56), 1 <sup>er</sup> semestre 2015 : (85)], nettes de la trésorerie acquise		(53)	(83)
Acquisitions d'autres titres de participation		(12)	(7)
Augmentation des dettes sur investissements	(6)	2	4
Diminution des dettes sur investissements	(6)	(2)	(14)
<b>Investissements</b>		<b>(656)</b>	<b>(746)</b>
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(5)	31	73
Cessions de titres de sociétés consolidées, nettes de la trésorerie cédée		44	7
Cessions d'autres titres de participation		1	0
<b>Désinvestissements</b>		<b>76</b>	<b>80</b>
Augmentation des prêts, dépôts et prêts court terme		(72)	(84)
Diminution des prêts, dépôts et prêts court terme		36	33
<b>Variations des prêts, dépôts et prêts court terme</b>		<b>(36)</b>	<b>(51)</b>
<b>Trésorerie nette dégagée par (ou utilisée par) des opérations d'investissement et désinvestissement des activités poursuivies</b>		<b>(616)</b>	<b>(717)</b>
Trésorerie nette dégagée par (ou utilisée par) des opérations d'investissement et désinvestissement des activités cédées		0	(107)
<b>Trésorerie nette dégagée par (ou utilisée par) des opérations d'investissement et désinvestissement</b>		<b>(616)</b>	<b>(824)</b>
Augmentation de capital	(a)	137	394
(Augmentation) diminution des actions propres	(a)	(416)	(104)
Dividendes mis en distribution	(a)	(681)	(695)
Variation des dividendes à payer		2	455
<b>Transactions avec les actionnaires de la société mère</b>		<b>(958)</b>	<b>50</b>
Part des minoritaires dans les augmentations de capital des filiales		0	12
Dividendes versés aux minoritaires par les sociétés intégrées		(29)	(34)
<b>Transactions avec les minoritaires</b>		<b>(29)</b>	<b>(22)</b>
Augmentation (diminution) des banques créditrices et autres emprunts à court terme		76	1 201
Augmentation des dettes financières	(b)	81	496
Diminution des dettes financières	(b)	(915)	(211)
<b>Variations de la dette brute</b>		<b>(758)</b>	<b>1 486</b>
<b>Trésorerie nette dégagée par (ou utilisée par) des opérations de financement des activités poursuivies</b>		<b>(1 745)</b>	<b>1 514</b>
Trésorerie nette dégagée par (ou utilisée par) des opérations de financement des activités cédées		0	180
<b>Trésorerie nette dégagée par (ou utilisée par) des opérations de financement</b>		<b>(1 745)</b>	<b>1 694</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie</b>		<b>(2 463)</b>	<b>788</b>
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie		(17)	25
Incidence des variations de juste valeur sur la trésorerie		0	(10)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités cédées		0	(1)
Disponibilités et équivalents de trésorerie reclassés en actifs des activités en cours de cession		0	(46)
<b>Disponibilités et équivalents de trésorerie en début de période</b>		<b>5 380</b>	<b>3 493</b>
<b>Disponibilités et équivalents de trésorerie en fin de période</b>		<b>2 900</b>	<b>4 249</b>

(a) Se référer au tableau de variation des capitaux propres consolidés

(b) Y compris primes, prépaiements d'intérêts et frais liés aux émissions obligataires

Le montant des impôts décaissés s'élève à 256 millions d'euros au premier semestre 2016 (222 millions d'euros au premier semestre 2015) et les intérêts financiers décaissés nets des encaissements à 162 millions d'euros au premier semestre 2016 (213 millions d'euros au premier semestre 2015).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

en nombre d'actions		en millions d'euros								
Composant le capital	En circulation	Capital	Primes et réserve légale	Réserves et résultat consolidé	Ecart de conversion	Réserves de juste valeur	Actions propres	Capitaux propres du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
<b>561 895 566</b>	<b>560 385 966</b>	<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2015</b>								
		2 248	6 437	10 411	(953)	(63)	(67)	18 013	405	18 418
		0	0	148	780	381	0	1 309	3	1 312
				558				558	27	585
		<b>Résultat de la période</b>								
		0	0	706	780	381	0	1 867	30	1 897
		<b>Total des produits et des charges de la période</b>								
		Augmentation de capital								
4 449 939	4 449 939	18	126					144		144
545 781	545 781	2	8					10		10
6 559 204	6 559 204	26	214					240		240
								0		12
				(695)				(695)	(35)	(730)
	(3 217 465)									(130)
	641 480			3			23	26		26
								0		0
				4				4		4
				(17)				(17)	(6)	(23)
<b>573 450 490</b>	<b>569 364 905</b>	<b>Capitaux propres au 30 juin 2015</b>								
		2 294	6 785	10 412	(173)	318	(174)	19 462	406	19 868
		0	0	(309)	(355)	(140)	0	(804)	(32)	(836)
				737				737	24	761
		<b>Résultat de la période</b>								
		0	0	428	(355)	(140)	0	(67)	(8)	(75)
		<b>Total des produits et des charges de la période</b>								
		Augmentation de capital								
								0		0
492 949	492 949	2	16					18		18
								0		0
								0	11	11
								0	(2)	(2)
	(11 832 796)						(464)	(464)		(464)
	582 463			(16)			39	23		23
(13 000 000)		(52)	(460)				512	0		0
				5				5		5
				(24)		3		(21)	(43)	(64)
<b>560 943 439</b>	<b>558 607 521</b>	<b>Capitaux propres au 31 décembre 2015</b>								
		2 244	6 341	10 805	(528)	181	(87)	18 956	364	19 320
		0	0	(125)	(385)	(34)	0	(544)	8	(536)
				596				596	14	610
		<b>Résultat de la période</b>								
		0	0	471	(385)	(34)	0	52	22	74
		<b>Total des produits et des charges de la période</b>								
		Augmentation de capital								
4 653 810	4 653 810	18	118					136		136
233 819	233 819	1						1		1
								0		0
								0		0
				(681)				(681)	(29)	(710)
	(11 658 122)						(444)	(444)		(444)
	737 092			(3)			31	28		28
(10 984 088)		(44)	(378)				422	0		0
				5				5		5
				(6)				(6)	3	(3)
<b>554 846 980</b>	<b>552 574 120</b>	<b>Capitaux propres au 30 juin 2016</b>								
		2 219	6 081	10 591	(913)	147	(78)	18 047	360	18 407

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.



## NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable de la Compagnie de Saint-Gobain et de ses filiales (l'ensemble constituant « Le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont exprimés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces états financiers ont été arrêtés le 28 juillet 2016 par le Conseil d'administration.

### NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe Saint-Gobain ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ces états financiers résumés ne comprennent pas l'ensemble des informations demandées pour les états financiers annuels et doivent être lus en relation avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des éléments évalués à la juste valeur décrits dans cette annexe.

#### 1.1. Estimations et hypothèses

La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les produits et les charges du compte de résultat. Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans le contexte actuel de dégradation de l'environnement économique et financier qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité. Il est possible que les montants effectifs soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les estimations et hypothèses principales décrites dans cette annexe concernent les tests de valeur des actifs (note 5 « Immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles »), l'évaluation des engagements de retraites (note 4 « Charges et avantages au personnel »), les impôts différés (note 9 « Impôts sur les résultats »), les provisions pour autres passifs (note 6 « Autres provisions et passifs courants et non courants, passifs éventuels et litiges »), la valorisation des instruments financiers (note 7 « Financement et instruments financiers ») et les paiements en actions (note 4 « Charges et avantages au personnel »).

Les méthodes d'évaluation appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2015. Les méthodes d'évaluation spécifiques appliquées concernent l'impôt sur le résultat et les avantages au personnel.

#### 1.2. Référentiel appliqué

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (« Normes IFRS ») et interprétations telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2016. Par ailleurs, ces états financiers ont été préparés conformément aux normes IFRS émises par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les normes adoptées par l'Union Européenne sont consultables sur le site internet de la Commission Européenne : [http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm)

##### 1.2.1. Normes, interprétations et amendements à des normes existantes d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016

Les normes, interprétations et amendements aux normes publiées suivants n'ont pas d'incidence significative sur les états financiers semestriels du Groupe.

- Amendement IAS 1 « Initiative information à fournir » ;
- Amendement IAS 16 et IAS 38 « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables et amendement sur la méthode de la réévaluation » ;
- Amendement IAS 19 « Cotisation des membres du personnel et sur les taux d'actualisation (marchés régionaux) » ;
- Amendement IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes » ;
- Amendement IAS 27 « Utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels » ;
- Amendement IFRS 2 « Paiement à base d'actions - Définition des conditions d'acquisition des droits » (pour les paiements à base d'actions attribués à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 – application prospective) ;

- Amendement IFRS 3 « Regroupement d'entreprises – Comptabilisation des paiements conditionnels » (pour les regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 – application prospective) ;
- Amendement IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente - modification des modalités de cession » ;
- Amendement IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir sur les mandats de gestion et applicabilité des modifications d'IFRS 7 aux états financiers intermédiaires résumés » ;
- Amendement IFRS 8 « Secteurs opérationnels - Regroupement de secteurs opérationnels et réconciliation des actifs par segment » ;
- Amendement des bases de conclusion IFRS 13 « Débiteurs et créditeurs à court terme » ;
- Amendement IAS 24 « Information relative aux parties liées – principaux dirigeants » ;
- Amendement IAS 34 « Information financière intermédiaire - Informations fournies ailleurs dans le rapport financier intermédiaire ».

### 1.2.2. Normes, interprétations et amendements à des normes existantes applicables par anticipation aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016

Aucune nouvelle norme, interprétation ou amendement n'a été adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2016.

## NOTE 2 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

### 2.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés du Groupe comprennent les comptes de la Compagnie de Saint-Gobain et de toutes ses filiales contrôlées, des sociétés contrôlées conjointement et des sociétés sous influence notable.

### 2.2. Evolutions du périmètre de consolidation

Les évolutions significatives du périmètre de consolidation du Groupe pour le premier semestre 2016 et pour l'exercice 2015 sont présentées ci-dessous.

#### 2.2.1. Opérations réalisées au cours du premier semestre 2016

Au cours du premier semestre 2016, le Groupe n'a procédé à aucune acquisition avec prise de contrôle ni cession significative.

#### 2.2.2. Opérations réalisées sur l'exercice 2015

##### a) Cession du Pôle Conditionnement

Suite à l'annonce faite le 8 juin 2015, le Groupe Saint-Gobain avait cédé le 29 octobre 2015 le Pôle Conditionnement à des fonds gérés par des filiales d'Apollo Global Management, LLC et BPI France, qui en détiennent à présent respectivement 90% et 10% du capital. La cession s'était effectuée sur la base d'une valeur d'entreprise de 2 945 millions d'euros.

En conséquence, en application de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », le résultat net des activités cédées ou en cours de cession intégrait le résultat net du Pôle Conditionnement jusqu'à la date de cession et les plus-values de cession réalisées au titre du Pôle Conditionnement en 2015.

##### b) Autres variations de périmètre

Outre la cession du Pôle Conditionnement, le Groupe Saint-Gobain avait poursuivi en 2015 une gestion active de son portefeuille d'activités, s'inscrivant pleinement dans la stratégie du Groupe. Entre autres, le Groupe Saint-Gobain avait signé la cession de son activité de distribution, Norandex aux Etats-Unis à ABC Supply Co Inc, numéro un de la distribution de produits de toiture et de façade aux Etats-Unis.

Diverses opérations d'acquisitions avaient été réalisées afin de renforcer le profil du Groupe dans les métiers à haute valeur ajoutée et les marchés porteurs.

### 2.2.3. Projet d'acquisition du contrôle de Sika

Saint-Gobain a poursuivi au cours du premier semestre 2016 son projet d'acquisition du contrôle de Sika, décrit à la section 4.3 du chapitre 2 du Document de Référence 2015.

### 2.3. Evolutions du nombre de sociétés consolidées

Au 31 décembre 2015, le nombre de sociétés consolidées étaient de 851 dont 96 consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Au 30 juin 2016, la variation du nombre de sociétés consolidées n'est pas significative.

La liste des principales filiales consolidées est présentée en note 12 « Principales sociétés consolidées » des comptes consolidés 2015.

### 2.4. Engagements hors bilan donnés liés au périmètre du Groupe

Au 30 juin 2016, les engagements d'achats irrévocables comprennent l'engagement sur les titres de participation du groupe Sika pour un montant de 2 383 millions d'euros.

## NOTE 3 – ELEMENTS COURANTS DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE

### 3.1. Eléments du compte de résultat

#### 3.1.1. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel par nature est détaillé ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2016</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2015</b>
<b>Chiffre d'affaires et produits accessoires</b>	<b>19 549</b>	<b>19 860</b>
Charges de personnel :		
Salaires et charges sociales	(3 980)	(3 938)
Rémunérations en actions <sup>(a)</sup>	(15)	(11)
Retraites et avantages au personnel <sup>(a)</sup>	(106)	(82)
Dotations aux amortissements	(589)	(611)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence opérationnelles	14	20
Autres <sup>(b)</sup>	(13 505)	(13 963)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 368</b>	<b>1 275</b>
Autres produits opérationnels <sup>(c)</sup>	15	14
<b>Autres produits opérationnels</b>	<b>15</b>	<b>14</b>
Charges de restructuration <sup>(d)</sup>	(86)	(70)
Provisions et charges sur litiges <sup>(e)</sup>	(56)	(73)
Autres charges opérationnelles et dépréciations d'actifs <sup>(f)</sup>	(47)	(55)
Autres <sup>(g)</sup>	(38)	(11)
<b>Autres charges opérationnelles</b>	<b>(227)</b>	<b>(209)</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 156</b>	<b>1 080</b>

<sup>(a)</sup> Les rémunérations en actions (charges IFRS 2) et le détail de l'évolution de la charge de retraites sont détaillées en note 4 «Charges et avantages au personnel » ;

<sup>(b)</sup> Ce poste correspond aux coûts des marchandises vendues, remises fournisseurs et frais de distribution du Pôle Distribution Bâtiment ainsi qu'aux frais de transport, coûts des matières premières et autres coûts de production dans les autres Pôles. Il comprend également les frais de recherche et développement comptabilisés en charges d'exploitation qui s'élèvent à 218 millions d'euros au premier semestre 2016 (226 millions d'euros au premier semestre 2015) ;

- <sup>(c)</sup> Aux premiers semestres 2016 et 2015, ce poste comprend principalement les plus-values de cession des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- <sup>(d)</sup> Au premier semestre 2016, les charges de restructurations sont composées notamment de 46 millions d'euros d'indemnités de départ (39 millions d'euros au premier semestre 2015) ;
- <sup>(e)</sup> En 2016 comme en 2015, les dotations et reprises de provisions et charges sur litiges détaillées et commentées en note 6 « Autres provisions et passifs courants et non courants, passifs éventuels et litiges », comprennent essentiellement la charge relative aux litiges amiante ;
- <sup>(f)</sup> Au premier semestre 2016, les autres charges opérationnelles comprennent essentiellement des moins-values de cession et des mises au rebut d'immobilisations pour 24 millions d'euros (24 millions d'euros au premier semestre 2015) ;

Les dépréciations d'actifs comprennent une charge de 19 millions d'euros au premier semestre 2016 sur les immobilisations incorporelles et corporelles (17 millions d'euros au premier semestre 2015) et aucun montant significatif au premier semestre 2016 au titre des dépréciations des écarts d'acquisition, des actifs financiers et des actifs courants (7 millions d'euros au premier semestre 2015) ;

- <sup>(g)</sup> Au premier semestre 2016, le poste « Autres » détaillé et commenté en note 6 « Autres provisions et passifs courants et non courants, passifs éventuels et litiges », comprend notamment la charge relative aux litiges environnementaux.

### 3.2. Informations sectorielles

**Conformément à la norme IFRS 8, l'information sectorielle est présentée par Pôles et Activités, selon l'organisation et le reporting interne du Groupe. Les secteurs opérationnels définis sont homogènes avec ceux des exercices précédents.**

**Les investissements industriels n'incluent pas les immobilisations en location-financement.**

Par Pôle et Activité, l'information sectorielle est présentée de la façon suivante :

- Pôle Matériaux Innovants (MI)
  - Activité Vitrage
  - Activité Matériaux Haute Performance (MHP)
- Pôle Produits Pour la Construction (PPC)
  - Aménagement Intérieur : activités Isolation et Gypse
  - Aménagement Extérieur : activités Mortiers, Canalisation et Produits d'extérieur
- Pôle Distribution Bâtiment

La Direction utilise en interne plusieurs types d'indicateurs pour mesurer la performance des activités et l'affectation des ressources. Ces indicateurs sont issus des informations utilisées pour la préparation des comptes consolidés et sont conformes aux exigences des normes. Les ventes internes sont généralement effectuées aux mêmes conditions que les ventes aux tiers et sont éliminées en consolidation. La colonne « Autres » inclut les holdings et certaines fonctions support transversales du Groupe (fiscalité, trésorerie, achats...).

Les données sectorielles du premier semestre 2016 par Pôle et Activités sont les suivantes :

1 <sup>er</sup> semestre 2016 (en millions d'euros)	MATERIAUX INNOVANTS				PRODUITS POUR LA CONSTRUCTION				DISTRIBU- -TION BATIMENT	Autres*	Total
	Vitrage	Matériaux Haute Performance	Elimina- tions	Total	Aménage- ment Intérieur	Aménage- ment Extérieur	Elimina- tions	Total			
Ventes externes	2 642	2 203		4 845	2 987	2 605		5 592	9 102	10	19 549
Ventes internes	14	61	(8)	67	310	148	(42)	416	2	(485)	0
Chiffre d'affaires et produits accessoires	2 656	2 264	(8)	4 912	3 297	2 753	(42)	6 008	9 104	(475)	19 549
Résultat d'exploitation	234	318		552	335	229		564	253	(1)	1 368
Résultat opérationnel	177	285		462	319	209		528	219	(53)	1 156
Résultat des sociétés mises en équivalence	8	1		9	4	2		6	0	1	16
Amortissements	135	81		216	156	75		231	127	15	589
Dépréciations d'actifs	16	0		16	0	2		2	1		19
Investissements industriels	102	74		176	111	53		164	69	19	428
Autofinancement				502				420	191	147	1 260
Excédent brut d'exploitation	369	399		768	491	304		795	380	14	1 957

\*La colonne "Autres" correspond à l'élimination des opérations intra-Groupe pour le chiffre d'affaires interne et à l'Activité Holding pour les autres rubriques.

Les données sectorielles du premier semestre 2015 par Pôle et Activités sont les suivantes :

1 <sup>er</sup> semestre 2015 (en millions d'euros)	MATERIAUX INNOVANTS				PRODUITS POUR LA CONSTRUCTION				DISTRIBU- -TION BATIMENT	Autres*	Total
	Vitrage	Matériaux Haute Performance	Elimina- tions Pôle	Total	Aménage- ment Intérieur	Aménage- ment Extérieur	Elimina- tions Pôle	Total			
Ventes externes	2 616	2 239		4 855	2 906	2 757		5 663	9 337	5	19 860
Ventes internes	17	58	(8)	67	291	156	(31)	416	1	(484)	0
Chiffre d'affaires et produits accessoires	2 633	2 297	(8)	4 922	3 197	2 913	(31)	6 079	9 338	(479)	19 860
Résultat d'exploitation	194	310		504	288	241		529	242	0	1 275
Résultat opérationnel	181	282		463	258	217		475	196	(54)	1 080
Résultat des sociétés mises en équivalence	15	1		16	3	2		5	0	(1)	20
Amortissements	153	74		227	160	76		236	132	16	611
Dépréciations d'actifs	2	3		5	9	7		16	1	0	22
Investissements industriels	91	74		165	110	73		183	82	27	457
Autofinancement				465				415	188	127	1 195
Excédent brut d'exploitation	347	384		731	448	317		765	374	16	1 886

\*La colonne "Autres" correspond à l'élimination des opérations intra-Groupe pour le chiffre d'affaires interne et à l'Activité Holding pour les autres rubriques.

### 3.3. Informations par zone géographique

Les données sectorielles du premier semestre 2016 par zone géographique sont les suivantes :

1 <sup>er</sup> semestre 2016 (en millions d'euros)	France	Autres pays d'Europe Occidentale	Amérique du Nord	Pays émergents et Asie	Ventes internes	TOTAL
Chiffre d'affaires et produits accessoires	5 270	8 660	2 674	3 956	(1 011)	19 549
Résultat d'exploitation	124	513	310	421		1 368
Résultat opérationnel	90	465	226	375		1 156
Investissements industriels	81	108	81	158		428
Autofinancement	89	505	211	455		1 260
Excédent brut d'exploitation	265	697	399	596		1 957

Les données sectorielles du premier semestre 2015 par zone géographique sont les suivantes :

<b>1<sup>er</sup> semestre 2015</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>France</b>	<b>Autres pays d'Europe Occidentale</b>	<b>Amérique du Nord</b>	<b>Pays émergents et Asie</b>	<b>Ventes internes</b>	<b>TOTAL</b>
Chiffre d'affaires et produits accessoires	5 282	8 574	2 738	4 219	(953)	<b>19 860</b>
Résultat d'exploitation	136	460	259	420		<b>1 275</b>
Résultat opérationnel	107	393	200	380		<b>1 080</b>
Investissements industriels	69	107	119	162		<b>457</b>
Autofinancement	90	470	200	435		<b>1 195</b>
Excédent brut d'exploitation	287	650	349	600		<b>1 886</b>

### 3.4. Indicateurs de performance

#### 3.4.1. Excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation s'élève à 1 957 millions d'euros au premier semestre 2016 (1 886 millions d'euros au premier semestre 2015). Son calcul est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2016</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2015</b>
Résultat d'exploitation	1 368	1 275
Amortissements d'exploitation des immobilisations corporelles et incorporelles	589	611
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>1 957</b>	<b>1 886</b>

#### 3.4.2. Résultat net courant

Le résultat net courant des activités poursuivies s'élève à 624 millions d'euros au premier semestre 2016 (552 millions d'euros au premier semestre 2015). Rapporté au nombre moyen pondéré de titres en circulation au 30 juin (556 459 337 actions en 2016, 561 292 118 actions en 2015), il représente un bénéfice net courant par action de 1,12 euro en 2016 contre 0,98 euro au premier semestre 2015.

L'écart entre le résultat net et le résultat net courant s'explique de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2016</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2015</b>
<b>Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe</b>	<b>596</b>	<b>493</b>
Déduction faite des éléments suivants :		
Résultat de cession d'actifs	(9)	(10)
Dépréciations d'actifs et frais encourus au titre des regroupements d'entreprises	(23)	(31)
Dotation/reprise provision pour litige concurrentiel et autres provisions non récurrentes	(7)	(27)
Impact des minoritaires	2	(1)
Impôts sur résultat de cession, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes	9	10
<b>Résultat net courant des activités poursuivies, part du Groupe</b>	<b>624</b>	<b>552</b>

### 3.4.3. Autofinancement

L'autofinancement des activités poursuivies s'élève à 1 260 millions d'euros au premier semestre 2016 (1 195 millions d'euros au premier semestre 2015) et l'autofinancement hors impôts sur résultat de cession et provisions non récurrentes des activités poursuivies s'élève à 1 251 millions d'euros au premier semestre 2016 (1 185 millions d'euros au premier semestre 2015). Leur calcul est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2016	1 <sup>er</sup> semestre 2015
<b>Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe</b>	<b>596</b>	<b>493</b>
Part des intérêts minoritaires dans le résultat net	14	23
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, nette des dividendes reçus	(8)	(12)
Dotation aux amortissements et dépréciations d'actifs	608	633
Résultat de cession d'actifs	9	10
Dotation/reprise provision pour litige concurrentiel et autres provisions non récurrentes	7	27
Résultats latents liés aux variations de juste valeur et aux paiements en actions	34	21
<b>Autofinancement des activités poursuivies</b>	<b>1 260</b>	<b>1 195</b>
Impôts sur résultat de cession, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes	(9)	(10)
<b>Autofinancement hors impôts sur résultat de cession et provisions non récurrentes, des activités poursuivies</b>	<b>1 251</b>	<b>1 185</b>

### 3.5. Besoins en fonds de roulement

#### 3.5.1. Stocks

Au 30 juin 2016 et 31 décembre 2015, les stocks se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2016	31 déc 2015
<b>Valeur brute</b>		
Matières premières	1 327	1 282
En-cours de production	326	284
Produits finis	4 747	4 610
<b>Valeur brute des stocks</b>	<b>6 400</b>	<b>6 176</b>
<b>Provisions pour dépréciation</b>		
Matières premières	(141)	(149)
En-cours de production	(12)	(13)
Produits finis	(283)	(299)
<b>Provisions pour dépréciation des stocks</b>	<b>(436)</b>	<b>(461)</b>
<b>Valeur nette des stocks</b>	<b>5 964</b>	<b>5 715</b>

La valeur nette des stocks s'élève à 5 964 millions d'euros au 30 juin 2016 comparé à 6 157 millions d'euros au 30 juin 2015 et 5 715 millions d'euros au 31 décembre 2015. L'augmentation des stocks sur le premier semestre 2016 s'explique principalement par la saisonnalité des activités du Groupe.

### 3.5.2. Créances et dettes d'exploitation

Les créances et les dettes se décomposent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2016</b>	<b>31 déc 2015</b>
Valeur brute	6 354	5 201
Provisions pour dépréciation	(448)	(450)
<b>Créances clients</b>	<b>5 906</b>	<b>4 751</b>
Avances versées aux fournisseurs	503	504
Créances sociales	34	16
Créances fiscales d'exploitation (hors impôts sur les sociétés)	406	323
Créances diverses	590	578
Provisions pour dépréciation des autres créances	(11)	(16)
<b>Total des autres créances</b>	<b>1 522</b>	<b>1 405</b>
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>5 699</b>	<b>5 716</b>
Acomptes reçus des clients	906	927
Fournisseurs d'immobilisations	141	250
Subventions reçues	91	97
Dettes sociales	1 055	1 107
Dettes fiscales (hors impôt sur les sociétés)	594	394
Autres dettes	700	673
<b>Total des autres dettes</b>	<b>3 487</b>	<b>3 448</b>

La variation à la hausse de la valeur nette des créances clients au cours du premier semestre 2016 s'explique principalement par la saisonnalité des activités du Groupe. Pour mémoire, la valeur nette des créances clients était de 5 990 millions d'euros au 30 juin 2015.

### 3.6. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

Au premier semestre 2016, les engagements en matière de location simple ne varient pas de manière significative et s'élèvent à 2 993 millions d'euros. Les engagements d'achats irrévocables diminuent de 197 millions d'euros notamment les engagements relatifs à l'énergie. Les actifs nantis représentent au 30 juin 2016 un montant de 460 millions d'euros contre 674 millions d'euros fin 2015. Ce poste concerne principalement des actifs immobilisés au Royaume-Uni.

## NOTE 4 – CHARGES ET AVANTAGES AU PERSONNEL

### 4.1. Provisions pour retraites et avantages au personnel

#### 4.1.1. Description des régimes à prestations définies

Les principaux régimes à prestations définies du Groupe sont identiques à ceux mentionnés dans les comptes consolidés du 31 décembre 2015.

#### 4.1.2. Hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements et des fonds de retraites

##### 4.1.2.1. Hypothèses de taux

Les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et d'augmentation de salaires tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du Groupe.



Les taux utilisés pour l'évaluation du résultat du premier semestre 2016 dans les pays où les engagements du Groupe sont les plus significatifs sont les suivants :

<i>(en pourcentage)</i>	France	Autres pays d'Europe		Etats-Unis
		Zone euro	Royaume-Uni	
Taux d'actualisation	2,40%	2,40%	3,80%	4,25%
Pourcentage d'augmentation des salaires	2,50%	1,50% à 2,60%	2,00%*	3,00%
Taux de rendement des fonds	2,40%	2,40%	3,80%	4,25%
Taux d'inflation	1,70%	1,50% à 1,90%	2,05%	2,50%

\*Plafonnement des salaires de référence pour le calcul des droits.

L'évolution des taux d'intérêt et la constatation de leur niveau au 30 juin 2016 ont eu principalement pour conséquence :

- la révision des taux d'actualisation utilisés pour le calcul des engagements : ainsi, le taux de la zone Euro est passé de 2,40% à 1,50%, le taux du Royaume-Uni de 3,80% à 3,10% et le taux des Etats-Unis de 4,25% à 3,50% ;
- la baisse du taux d'inflation au Royaume-Uni qui est passé de 2,05% à 1,85%.

Ces trois zones représentent la quasi-totalité de l'engagement et la révision des taux d'actualisation et du taux d'inflation a conduit à augmenter l'engagement, et par conséquent la provision, d'un montant de 1 162 millions d'euros.

Les calculs de sensibilité n'ont pas été réactualisés au 30 juin 2016 mais donneraient des résultats peu divergents des analyses figurant dans le rapport annuel de l'exercice 2015 (note 4 «Effectifs, charges et avantages au personnel» de l'annexe aux comptes consolidés).

Les rendements dégagés sur la quasi-totalité des fonds sont de 1 014 millions d'euros soit 885 millions d'euros supérieurs aux taux de rendement prévisionnels principalement au Royaume-Uni, entraînant une diminution de la provision du même montant.

#### 4.1.3. Détail et évolution des engagements de retraites, d'indemnités de départ en retraites et de prévoyance des retraités

##### 4.1.3.1. Valeur nette comptable des provisions

Les provisions pour engagements de retraites et autres engagements sociaux sont constituées par :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2016	31 déc 2015
Engagements de retraites	3 072	2 919
Indemnités de fin de carrière	374	333
Prévoyance des retraités	493	451
<b>Total des provisions pour engagements de retraites et prévoyance des retraités</b>	<b>3 939</b>	<b>3 703</b>
Couverture médicale	27	28
Incapacité de longue durée	20	19
Autres avantages à long terme	96	99
<b>Provisions pour retraites et avantages au personnel</b>	<b>4 082</b>	<b>3 849</b>

Les provisions pour l'ensemble des autres avantages à long terme s'élèvent à 143 millions d'euros au 30 juin 2016 (146 millions d'euros au 31 décembre 2015).

Le montant des engagements nets de retraites et prévoyance des retraités se décompose entre actif et passif de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2016</b>	<b>31 déc 2015</b>
Engagements provisionnés - passif	3 939	3 703
Engagements financés d'avance - actif	(52)	(63)
<b>Engagements nets de retraites et prévoyance des retraités</b>	<b>3 887</b>	<b>3 640</b>

#### 4.1.3.2. Evolution des provisions pour retraites et prévoyance des retraités hors avantages annexes

L'évolution des provisions pour retraites et prévoyance hors avantages annexes est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Engagements nets de retraites et prévoyance des retraités</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>3 640</b>
<b>Variations</b>	
Charges opérationnelles	94
Coût financier	53
Variation des écarts actuariels de la période*	277
Contributions aux fonds et prestations versées	(129)
Ecarts de conversion et autres	(48)
<b>Total des variations de la période</b>	<b>247</b>
<b>Au 30 juin 2016</b>	<b>3 887</b>

\*L'impact sur les capitaux propres est une diminution de 277 millions d'euros avant impôts (137 millions d'euros nets d'impôts).

## 4.2. Paiements en actions

### 4.2.1. Plan d'Épargne du Groupe (PEG)

Au cours du premier semestre 2016, le Groupe Saint-Gobain a mis en œuvre un nouveau plan d'épargne Groupe. Les modalités du plan 2016 sont identiques au plan 2015 et sont décrites dans la note 4 «Effectifs, charges et avantages au personnel» des comptes consolidés 2015.

En 2016, le Groupe a émis au titre du PEG 4 653 810 actions nouvelles (4 449 939 actions en 2015) de quatre euros de nominal réservées à ses salariés, à un prix moyen de 29,42 euros (32,44 euros en 2015) représentant une augmentation de capital de 136 millions d'euros (144 millions d'euros en 2015).

Le tableau ci-dessous présente les principales caractéristiques des plans classiques, les montants souscrits et les hypothèses de valorisation pour 2016 et 2015 :

	Exercice 2016	Exercice 2015
<b>Caractéristiques des plans</b>		
Date de l'Assemblée générale	4 juin 2015 (dix-septième résolution)	6 juin 2013 (seizième résolution)
Date de décision du Président-Directeur Général arrêtant le prix de souscription	21 mars	23 mars
Maturité des plans (en années)	5 ou 10	5 ou 10
Prix de référence (en euros)	36,77	40,54
Prix de souscription (en euros)	29,42	32,44
Décote faciale (en %)	20,00%	20,00%
Décote totale à la date de décision du Président-Directeur Général (en %) (a)	21,94%	20,02%
Montant souscrit par les salariés (en millions d'euros)	136,9	144,4
Nombre total d'actions souscrites	4 653 810	4 449 939
<b>Hypothèses de valorisation</b>		
Taux de financement des salariés*	5,00%	5,40%
Taux d'intérêt sans risque à cinq ans	-0,15%	0,05%
Taux de prêt ou d'emprunt des titres (repo)	0,50%	0,46%
Incessibilité pour le participant au marché (en %) (b)	22,92%	23,42%
Coût global pour le Groupe (en %) (a-b)	-0,98%	-3,40%

\*Une baisse de 0,5 point du taux de financement du salarié n'aurait pas d'incidence sur la charge IFRS2 de 2016.

Le montant enregistré en charge en 2016 et en 2015 est de zéro, net du coût d'incessibilité de 26 millions d'euros (24 millions d'euros en 2015).

#### 4.2.2. Plans d'options sur actions

La Compagnie de Saint-Gobain met en œuvre des plans d'options sur actions réservés à certaines catégories de personnel. Sur le premier semestre 2016, aucune attribution n'a été réalisée. La charge IFRS 2 correspondant à l'amortissement des plans attribués antérieurement, s'élève à 1 million d'euros au premier semestre 2016 et 2015.

#### 4.2.3. Attribution d'actions de performance et d'unités de performance

##### a) Plans d'attribution d'actions

Des plans d'attribution d'actions assujettis à des conditions de performance ont été mis en œuvre à partir de 2009. Au cours du premier semestre 2016, aucun nouveau plan n'a été mis en œuvre.

Le montant enregistré en charge au premier semestre 2016 au titre des plans attribués antérieurement s'élève à 4 millions d'euros (3 millions d'euros au premier semestre 2015).

##### b) Plans d'attribution d'unités de performance

Des plans d'attribution d'unités de performance, assujettis à des conditions de présence et de performance ont été mis en œuvre à partir de 2012. Lesdits plans ne donneront pas lieu à émission d'actions nouvelles ou remise d'actions existantes et donneront à leurs bénéficiaires la possibilité de recevoir à long terme une rémunération en espèces dont le montant sera déterminé par référence au cours de bourse de l'action Saint-Gobain. Au cours du premier semestre 2016, aucun nouveau plan n'a été mis en œuvre.

Le montant enregistré en charges au premier semestre 2016 au titre de ces plans s'élève à 10 millions d'euros (7 millions d'euros au premier semestre 2015).

**NOTE 5 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES**

Les variations des écarts d'acquisition, des autres immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles du premier semestre 2016 sont analysées ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Ecarts d'acquisition</b>	<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>Total immobilisations incorporelles et corporelles</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>				
Valeur brute	12 180	4 590	31 606	48 376
Amortissements et dépréciations cumulés	(1 497)	(1 842)	(20 019)	(23 358)
<b>Valeur nette</b>	<b>10 683</b>	<b>2 748</b>	<b>11 587</b>	<b>25 018</b>
<b>Variations</b>				
Acquisitions	0	52	428	480
Cessions	0	0	(26)	(26)
Ecarts de conversion	(276)	(113)	(61)	(450)
Dotations aux amortissements et dépréciations	0	(46)	(562)	(608)
Evolution du périmètre et autres variations	50	0	7	57
<b>Total des variations de la période</b>	<b>(226)</b>	<b>(107)</b>	<b>(214)</b>	<b>(547)</b>
<b>Au 30 juin 2016</b>				
Valeur brute	11 921	4 497	31 403	47 821
Amortissements et dépréciations cumulés	(1 464)	(1 856)	(20 030)	(23 350)
<b>Valeur nette</b>	<b>10 457</b>	<b>2 641</b>	<b>11 373</b>	<b>24 471</b>

**5.1. Ecarts d'acquisition**

Au premier semestre 2016, le poste « Evolution de périmètre et autres variations » correspond essentiellement à des entrées de périmètre. Les écarts de conversion du premier semestre 2016 incluent principalement les incidences de la variation de change de la livre sterling.

Au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015, les valeurs nettes des écarts d'acquisition par Pôle et activité se répartissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2016</b>	<b>31 déc 2015</b>
Vitrage	206	209
Matériaux Haute Performance	1 573	1 597
Produits Pour la Construction	5 846	5 957
Distribution Bâtiment	2 832	2 920
<b>Total</b>	<b>10 457</b>	<b>10 683</b>

Les écarts d'acquisition se situent essentiellement dans le Pôle Produits Pour la Construction et concernent principalement les activités du Gypse (3 406 millions d'euros au 30 juin 2016) et des Mortiers Industriels (1 923 millions d'euros au 30 juin 2016) et dans les métiers du Pôle Distribution Bâtiment notamment au Royaume-Uni, en France et en Scandinavie.

**5.2. Autres immobilisations incorporelles**

La ventilation des marques non amortissables par Pôle figure dans les tableaux d'informations sectorielles en note 3 « Eléments courants de l'activité opérationnelle » de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2015.

### 5.3. Immobilisations corporelles

L'évolution du périmètre et autres variations de l'exercice ne sont pas significatives.

### 5.4. Contrats de location-financement et locations simples

Au premier semestre 2016, les autres variations d'immobilisations corporelles comprennent un montant de 10 millions d'euros (17 millions d'euros au 31 décembre 2015) correspondant aux nouveaux contrats de location-financement non inclus dans le tableau des flux de trésorerie conformément à la norme IAS 7. A la clôture de l'exercice, le montant total des immobilisations en location-financement s'élève à 67 millions d'euros (67 millions d'euros au 31 décembre 2015).

### 5.5. Suivi de la valeur

#### Test de valeur des UGT

Dans le cas où le test de valeur annuel révèle une valeur recouvrable inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée.

Les pertes de valeur constatées sur les écarts d'acquisition ne sont jamais reprises en résultat. Pour les autres actifs corporels et incorporels, lorsqu'il apparaît un indice montrant que les dépréciations sont susceptibles de ne plus exister, et que la valeur recouvrable excède la valeur comptable de l'actif, les dépréciations antérieurement constatées sont reprises en résultat en tenant compte du rattrapage des amortissements.

Lors de la réalisation des tests de valeur, les différentes hypothèses mesurant la sensibilité de la méthode sont systématiquement testées sur les paramètres suivants :

- variation du taux d'actualisation des flux de trésorerie de +/- 0,5% ;
- variation du taux de croissance annuel moyen des flux de trésorerie projetés à l'infini de +/- 0,5% ;
- variation du taux du résultat d'exploitation de -1 point pour les activités industrielles et de -0,5 point pour les activités de distribution.

Au 31 décembre 2015, une variation défavorable de +0,5% dans le taux d'actualisation pour toutes les UGT aurait engendré une dépréciation complémentaire des actifs incorporels du Groupe d'environ 61 millions d'euros. Par ailleurs, l'impact d'une variation défavorable de -0,5% dans le taux de croissance annuel moyen des flux de trésorerie projetés à l'infini dans toutes les UGT aurait entraîné une dépréciation complémentaire des actifs incorporels d'environ 45 millions d'euros. L'impact d'une variation défavorable de -1 point du taux de résultat d'exploitation pour toutes les UGT industrielles aurait engendré une dépréciation complémentaire des actifs incorporels du Groupe d'environ 118 millions d'euros et la variation de -0,5 point du taux pour les activités de distribution aurait engendré une dépréciation complémentaire de 109 millions d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	Incidence d'une variation			
	de +0,5% sur le taux d'actualisation	de -0,5% sur le taux de croissance	de -1 point sur le taux de résultat d'exploitation	de -0,5 point sur le taux de résultat d'exploitation
Vitrage*	(20)	(11)	(28)	(66)
Matériaux Haute Performance				
Produits Pour la Construction			(90)	
Distribution Bâtiment	(41)	(34)		(43)
<b>Total</b>	<b>(61)</b>	<b>(45)</b>	<b>(118)</b>	<b>(109)</b>

\* les 66 millions d'euros correspondent uniquement à l'activité distribution du Vitrage (Glassolutions).

La ventilation des dépréciations d'actifs par Pôle des premiers semestres 2016 et 2015 est indiquée dans les tableaux d'informations sectorielles en note 3 « Eléments courants de l'activité opérationnelle ».

Au premier semestre 2016, aucune dépréciation d'actif sur les UGT n'a été constatée.

**NOTE 6 – AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS, PASSIFS EVENTUELS ET LITIGES****6.1. Provisions pour autres passifs**

Le détail par nature et l'évolution des autres provisions et passifs courants et non courants sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Provisions pour litiges	Provisions pour environnement	Provisions pour restructuration	Provisions pour charges de personnel	Provisions pour garantie clients	Provisions pour autres risques	Total des provisions pour autres passifs	Dettes sur investissements	Total
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>									
Part courante	127	39	67	27	130	60	450	4	454
Part non courante	468	124	72	56	125	247	1 092	184	1 276
<b>Total des provisions pour autres passifs et dettes sur investissements</b>	<b>595</b>	<b>163</b>	<b>139</b>	<b>83</b>	<b>255</b>	<b>307</b>	<b>1 542</b>	<b>188</b>	<b>1 730</b>
<b>Variations</b>									
Dotations	63	21	32	16	27	30	189		189
Reprises	(4)	(1)	(5)	(4)	(10)	(6)	(30)		(30)
Utilisations	(58)	(11)	(37)	(6)	(26)	(17)	(155)		(155)
Variations de périmètre	0	0	0	0	0	0	0		0
Autres (reclassements et écarts de conversion)	(10)	0	(3)	3	(7)	7	(10)	2	(8)
<b>Total des variations de la période</b>	<b>(9)</b>	<b>9</b>	<b>(13)</b>	<b>9</b>	<b>(16)</b>	<b>14</b>	<b>(6)</b>	<b>2</b>	<b>(4)</b>
<b>Au 30 juin 2016</b>									
Part courante	98	45	60	29	123	68	423	5	428
Part non courante	488	127	66	63	116	253	1 113	185	1 298
<b>Total des provisions pour autres passifs et dettes sur investissements</b>	<b>586</b>	<b>172</b>	<b>126</b>	<b>92</b>	<b>239</b>	<b>321</b>	<b>1 536</b>	<b>190</b>	<b>1 726</b>

**6.2. Passifs éventuels et litiges**

Les risques juridiques auxquels le Groupe est le plus exposé sont détaillés ci-dessous :

**6.2.1. Litiges relatifs à l'amiante****6.2.1.1. Litiges français relatifs à l'amiante****a) Actions en reconnaissance de la faute inexcusable**

En France, où les sociétés Everite et Saint-Gobain PAM ont exercé dans le passé des activités de fibre-ciment, de nouvelles actions individuelles émanant d'anciens salariés de ces sociétés, à raison des maladies professionnelles liées à l'amiante dont ils sont ou ont été atteints, ou de leurs ayants droit, sont venues s'ajouter au premier semestre 2016 à celles engagées depuis 1996. 801 actions au total au 30 juin 2016 ont été ainsi engagées depuis l'origine contre ces deux sociétés en vue d'obtenir une indemnisation complémentaire à la prise en charge par les Caisses d'assurance maladie des conséquences de ces maladies professionnelles.

Sur ces 801 procédures, 748 sont au 30 juin 2016 définitivement terminées tant sur le fond que sur le montant des indemnisations. Dans ces dossiers les juridictions ont toutes retenu la responsabilité de l'employeur au titre de la faute inexcusable.

Les indemnisations définitivement versées par Everite et Saint-Gobain PAM l'ont été pour un montant global d'environ 1,7 million d'euros.

Concernant les 53 actions restant en cours contre Everite et Saint-Gobain PAM au 30 juin 2016, une est terminée sur le fond mais est, pour la fixation du montant des indemnisations, en attente de l'arrêt de la Cour d'appel. 13 autres de ces 53 actions sont terminées sur le fond ainsi que sur la fixation du montant des indemnisations, mais sont en cours sur l'affectation de la charge financière des indemnisations.

Sur les 39 actions restantes, 38 sont, au 30 juin 2016, en cours sur le fond, à différents stades de la procédure : quatre sont en cours de procédure administrative devant des Caisses d'assurance maladie, 34 sont pendantes devant des Tribunaux des Affaires de Sécurité Sociale. La dernière action a fait l'objet d'une radiation d'instance, le demandeur pouvant en solliciter le rétablissement à tout moment pendant un délai de deux ans.

Par ailleurs, 216 actions de même nature ont été au total au 30 juin 2016 engagées depuis l'origine par des salariés ou anciens salariés de treize sociétés françaises du Groupe (hors actions engagées contre les sociétés ne faisant plus partie du Groupe) qui avaient notamment utilisé des équipements de protection en amiante destinés à les protéger de la chaleur des fours.

Au 30 juin 2016, 159 procédures étaient définitivement terminées, sur lesquelles 86 décisions ont retenu la faute inexcusable de l'employeur.

Les indemnisations définitivement versées par ces sociétés l'ont été pour un montant global d'environ 2,2 millions d'euros.

S'agissant des 57 actions restant en cours au 30 juin 2016, une en est encore au stade de l'instruction par la Caisse d'assurance maladie, 41 sont en cours sur le fond dont 26 pendantes devant des Tribunaux des Affaires de Sécurité Sociale et 15 devant des Cours d'appel. Par ailleurs neuf actions sont terminées sur le fond mais en cours sur les indemnisations et/ou sur l'affectation de la charge financière des indemnisations, dont une devant un Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale, sept devant des Cours d'appel et une devant la Cour de Cassation. Enfin, les six actions restantes ont fait l'objet de radiation d'instance, le demandeur pouvant en solliciter le rétablissement à tout moment pendant un délai de deux ans.

#### **b) Actions en réparation du préjudice d'anxiété**

Par ailleurs, huit sociétés françaises du Groupe qui, pour six d'entre elles, exploitent ou ont exploité en France des établissements « classés amiante » font l'objet d'actions judiciaires en dommages-intérêts de nature différente des actions visées ci-dessus.

Par établissements « classés amiante », il faut entendre des établissements industriels, fermés ou en activité, qui ont dans le passé, soit fabriqué des matériaux contenant de l'amiante, soit utilisé des équipements de protection et d'isolation en amiante et qui sont inscrits par arrêté ministériel sur la liste des établissements ouvrant droit pour les salariés y travaillant ou y ayant travaillé au bénéfice de l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (ACAATA).

Il s'agit d'actions, 822 au total au 30 juin 2016, engagées par des salariés ou anciens salariés non atteints de maladie professionnelle due à l'amiante, bénéficiaires ou non de l'ACAATA, en vue d'obtenir l'indemnisation de divers préjudices ayant pour origine leur exposition prétendue à l'amiante. Sur ces 822 procédures, 519 sont définitivement terminées. Trois demandeurs ont été totalement déboutés ; pour les 496 autres, dont l'exposition au risque a été reconnue, les condamnations ont été prononcées pour un montant global d'indemnisation de 5,5 millions d'euros. Sur les 303 actions restantes, 97 sont en instance devant les Cours d'appel compétentes, 126 sont en instance devant le bureau de jugement des Conseils de prud'hommes compétents, cinq sont en instance devant la Cour de cassation et 58 ont fait l'objet d'une radiation d'instance, le demandeur pouvant en solliciter le rétablissement à tout moment pendant un délai de deux ans. Enfin, six actions ont été déclarées caduques par les Conseils de prud'hommes compétents et 11 demandeurs se sont désistés de l'instance qu'ils avaient engagée.

Il est précisé que les chiffres ci-dessus n'incluent pas les actions engagées contre les sociétés ne faisant plus partie du Groupe.

#### **6.2.1.2. Litiges américains relatifs à l'amiante**

Aux Etats-Unis, plusieurs activités du Groupe qui ont dans le passé fabriqué des produits ayant contenu de l'amiante tels que des tuyaux en fibre-ciment, des produits de toiture ou des isolants spéciaux, font l'objet d'actions judiciaires en dommages-intérêts, le cas échéant en dommages punitifs, de personnes autres que leurs salariés ou anciens salariés à raison d'une exposition alléguée à ces produits sans que, dans de nombreux cas, ne soient démontrées ni une exposition spécifique à un ou plusieurs produits donnés, ni une maladie ou une incapacité physique particulière. La grande majorité de ces actions vise le plus souvent simultanément de très nombreuses autres entreprises extérieures au Groupe qui ont été fabricants, distributeurs, installateurs ou utilisateurs de produits ayant contenu de l'amiante.

Aux Etats-Unis, le nombre estimé de nouveaux litiges liés à l'amiante mettant en cause CertainTeed au cours du premier semestre 2016 s'élève à environ 1 700. En 12 mois glissants, le flux de nouvelles plaintes est stable à 2 900 environ à fin juin 2016 par rapport à fin décembre 2015 (3 200).

Environ 2 100 litiges ont fait l'objet d'une transaction durant les six premiers mois de l'exercice 2016, ce qui porte le stock de litiges en cours au 30 juin 2016 à environ 35 200, niveau en légère diminution par rapport au 31 décembre 2015 (35 600) et en diminution par rapport au 31 décembre 2014 (37 000).

Une provision complémentaire estimée de 50 millions de dollars est enregistrée dans les comptes consolidés au 30 juin 2016 pour faire face aux litiges mettant en cause CertainTeed. Comme chaque année depuis 2002, il sera procédé à une évaluation précise de la provision nécessaire pour la clôture des comptes annuels.

Le montant total des indemnisations payées au titre des plaintes déposées contre CertainTeed, (correspondant pour partie à des litiges ayant fait l'objet d'une transaction avant le 30 juin 2015 mais pour lesquels les indemnisations n'ont été versées qu'au cours des 12 derniers mois et pour partie à des litiges entièrement réglés et indemnisés au cours des 12 derniers mois), ainsi que des indemnisations (nettes de couvertures d'assurance) versées au cours des 12 derniers mois par les autres activités du Groupe aux Etats-Unis impliquées dans des actions judiciaires liées à l'amiante, s'est élevé à environ 89 millions de dollars (contre 65 millions de dollars pour l'année 2015).

### **6.2.1.3. Situation au Brésil**

Au Brésil, les anciens salariés des sociétés du Groupe qui sont atteints de maladies professionnelles liées à l'amiante se voient proposer, selon les cas, soit une indemnisation exclusivement pécuniaire, soit une assistance médicale à vie assortie d'une indemnisation ; seul un petit nombre de contentieux d'anciens salariés ou de leurs ayants droit est en cours à fin juin 2016 à cet égard, et ils ne présentent pas à ce jour de risque significatif pour les filiales concernées.

## **6.2.2. Droit de la concurrence et procédures liées**

### **6.2.2.1. Enquête de la Commission suisse de la concurrence dans le secteur de la distribution de matériels sanitaires**

En novembre 2011, la Commission suisse de la concurrence a ouvert une enquête pour pratiques anticoncurrentielles dans le secteur de la distribution de matériels sanitaires. En mai 2014, le secrétariat de la Commission a adressé une notification de griefs à Sanitas Troesch ainsi qu'à d'autres grossistes du secteur. Aux termes de cette notification, le secrétariat a demandé à la Commission de prononcer à l'égard de Sanitas Troesch une sanction d'environ 117 millions de francs suisses aux motifs que Sanitas Troesch et certains de ses concurrents se seraient notamment concertés en 2005 et en 2012 sur une baisse des prix « bruts » (« *gross prices* »).

La Commission a indiqué dans un communiqué de presse en date du 3 juillet 2015 que l'amende totale prononcée à l'encontre de toutes les sociétés concernées sera de 80 millions de francs suisses. Pour Sanitas Troesch, elle s'élève à 28,5 millions de francs suisses. Sanitas Troesch a fait appel de cette décision le 2 mai 2016. Sanitas Troesch réfute toujours fermement les griefs avancés ; une provision pour litiges a néanmoins été passée au 31 décembre 2015 pour un montant équivalent au montant de l'amende, montant inchangé au 30 juin 2016.

### **6.2.2.2. Enquête de l'Autorité de la concurrence française dans le secteur des produits d'isolation thermique des bâtiments**

Le 6 août 2014, la société Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain (en tant que société mère du Groupe Saint-Gobain) ont reçu une notification de griefs de la part de l'Autorité de la concurrence française. Le seul grief reproché est d'avoir échangé, entre 2002 et 2007, des informations prétendues stratégiques et confidentielles relatives à une demande de certification déposée par Actis pour un de ses produits et relatives à un contentieux devant le Tribunal de commerce de Versailles, opposant Actis au Syndicat des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées (FILMM), dont Saint-Gobain Isover est membre.

Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain contestent ce grief et ont déposé leurs écritures en réponse le 6 novembre 2014. Après communication du rapport de l'Autorité de la concurrence le 10 août 2015, les deux sociétés ont rendu leur mémoire en réponse le 29 octobre 2015. L'audience devant le collège de l'Autorité de la concurrence s'est tenue le 11 mai 2016. Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain restent désormais en attente de la décision du collège.

Sur le plan civil, en mars 2013, la société Actis a assigné Saint-Gobain Isover, le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment et le FILMM devant le Tribunal de Grande Instance de Paris pour les conséquences dommageables des faits faisant l'objet de l'enquête de l'Autorité de la concurrence. Par ordonnance en date du 16 décembre 2014, le juge de la mise en état a prononcé un sursis à statuer dans l'attente de la décision de l'Autorité de la concurrence.



### **6.2.2.3. Enquête de l'Autorité de la concurrence américaine dans le secteur de la plaque de plâtre aux Etats-Unis**

En juillet 2015, la division Concurrence du « *Department of Justice* » américain a ouvert une enquête pénale pour de prétendus comportements anticoncurrentiels, notamment entente sur les prix, dans le secteur de la plaque de plâtre aux États-Unis, enquête faisant suite à des plaintes déposées fin 2012 sous forme d'actions de groupe devant les juridictions civiles contre huit industriels du secteur, dont CertainTeed, par certains de leurs clients.

Sur la base des témoignages et documents remis dans le cadre des procédures civiles, CertainTeed et ses avocats n'ont identifié aucun élément susceptible d'engager la responsabilité de CertainTeed et ont déposé en conséquence une « *motion for summary judgement* » en mai 2015 afin de mettre fin aux procédures civiles. Cette demande a été admise le 18 février 2016 par le tribunal compétent. Un appel contre cette décision reste possible.

### **6.2.3. Litiges environnementaux**

#### **6.2.3.1. Procédures PFOA aux Etats-Unis**

Des teneurs en PFOA (acide perfluoro-octanoïque) supérieures à celles recommandées par l'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) et des agences départementales de santé américaines ont été détectées dans les réseaux d'eau des localités et les puits privés proches des sites de SG PPL à Hoosick Falls (Etat de New York), à Merrimack (New Hampshire) et d'un ancien site à North Bennington (Vermont) aux Etats-Unis. Le PFOA et le PTFE (polytétrafluoroéthylène) n'ont jamais été produits sur ces sites. SG PPL utilise le PTFE comme matière première qu'elle acquiert auprès de fournisseurs tiers ; le PTFE contenait par le passé des traces de PFOA.

La responsabilité de SG PPL en matière de dépollution et de mise en place de systèmes de purification d'eau sur ces sites n'a pas encore été établie, et si elle l'était, elle pourrait être en partie partagée avec d'autres parties prenantes. Il est impossible à ce stade d'évaluer l'étendue des obligations financières qui en découleront pour SG PPL.

Des actions en réparation de préjudices économiques et de santé en lien avec le PFOA ont été intentées devant les juridictions civiles américaines sous forme d'actions de groupe. SG PPL a l'intention de contester vigoureusement ces allégations. Il est difficile de prévoir l'issue de telles actions ni leur délai, tout comme de savoir si d'autres actions seront intentées contre SG PPL.

Une provision a été passée au 30 juin 2016 pour un montant de 10 millions de dollars au titre notamment des frais de défense.

### **6.2.4. Autres procédures et litiges**

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2016 sont ceux décrits à la section 1 « Facteurs de risques » du Chapitre 6 du document de référence 2015 du 4 avril 2016 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.16-0265 (le « Document de Référence 2015 »). Il n'y a pas eu d'évolution significative de ces facteurs de risques au cours du premier semestre 2016.

**NOTE 7 – FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS****7.1. Résultat financier**

Le résultat financier des premiers semestres 2016 et 2015 comprend :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2016	1 <sup>er</sup> semestre 2015
Coût de l'endettement financier brut	(197)	(228)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	10	15
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(187)</b>	<b>(213)</b>
Coût financier des retraites	(196)	(196)
Rendement des fonds	142	148
<b>Coût financier des retraites net</b>	<b>(54)</b>	<b>(48)</b>
Autres charges financières	(55)	(75)
Autres produits financiers	9	8
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>(46)</b>	<b>(67)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(287)</b>	<b>(328)</b>

**7.2. Endettement net****7.2.1. Emprunts et dettes financières**

Les dettes long terme et court terme du Groupe se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2016	31 décembre 2015
Emissions obligataires	5 105	6 663
Emprunt perpétuel et titres participatifs	203	203
Titrisation long terme	200	200
Autres passifs financiers à long terme	321	264
<b>Partie long terme des dettes financières</b>	<b>5 829</b>	<b>7 330</b>
<b>Partie court terme des dettes financières</b>	<b>2 933</b>	<b>2 231</b>
Programmes court terme ( <i>US CP, Euro CP, NEU CP</i> )	0	0
Titrisation court terme	260	178
Concours bancaires et autres passifs financiers à court terme	502	438
<b>Emprunts à moins d'un an et banques créditrices</b>	<b>762</b>	<b>616</b>
<b>Total dette brute</b>	<b>9 524</b>	<b>10 177</b>
Disponibilités sur comptes bancaires	(1 141)	(1 232)
Portefeuille OPCVM et valeurs assimilées	(1 759)	(4 148)
<b>Disponibilités et équivalents de trésorerie</b>	<b>(2 900)</b>	<b>(5 380)</b>
<b>Total dette nette avec intérêts courus</b>	<b>6 624</b>	<b>4 797</b>

La juste valeur des dettes brutes à long terme (parts à long et court terme) gérées par la Compagnie de Saint-Gobain s'élève à 8,6 milliards d'euros au 30 juin 2016 (pour une valeur comptable enregistrée de 7,7 milliards d'euros). La juste valeur des emprunts obligataires correspond à la dernière cotation du marché. Pour les autres emprunts, la valeur de remboursement a été retenue.

### 7.2.2. Échéancier de la dette brute

L'échéancier de la dette brute du Groupe au 30 juin 2016 se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Devise	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Emissions Obligataires	EUR	1 949	2 408	1 955	6 312
	GBP	363		661	1 024
	JPY	44			44
	NOK		81		81
Emprunt perpétuel et titres participatifs	EUR			203	203
Titrisation long terme	EUR	346	200		546
Autres passifs financiers à long terme	Toutes devises	94	116	205	415
Intérêts courus dette long terme	Toutes devises	137			137
<b>Total dette long terme</b>		<b>2 933</b>	<b>2 805</b>	<b>3 024</b>	<b>8 762</b>
<b>Total dette court terme</b>	Toutes devises	<b>762</b>			<b>762</b>
<b>Total dette brute</b>		<b>3 695</b>	<b>2 805</b>	<b>3 024</b>	<b>9 524</b>

### 7.2.3. Emprunts obligataires

Le 31 mai 2016, la Compagnie de Saint-Gobain a remboursé un emprunt obligataire de 700 millions d'euros avec un coupon de 4,875% arrivé à maturité.

### 7.2.4. Emprunt perpétuel

En 1985, la Compagnie de Saint-Gobain a émis 25 000 titres perpétuels, de 5 000 écus de nominal, aujourd'hui de 5 000 euros.

Au cours du temps, le Groupe a racheté et annulé 18 496 titres. Le nombre de titres en circulation au 30 juin 2016 est donc de 6 504 pour un montant nominal de 33 millions d'euros.

La rémunération de ces titres est à taux variable (moyenne des taux interbancaires offerts par cinq banques de référence pour des dépôts en euro à six mois).

Ces titres ne sont pas remboursables et leur rémunération est assimilée à des frais financiers.

### 7.2.5. Titres participatifs

En juin 1983, la Compagnie de Saint-Gobain a émis 1 288 299 titres participatifs de 1 000 francs de nominal, maintenant fixé à 152,45 euros depuis la conversion en euros intervenue en 1999.

Une partie de ces titres a été rachetée au cours du temps ; le nombre de titres encore en circulation au 30 juin 2016 s'élève à 606 883, soit un montant nominal de 92,5 millions d'euros.

La rémunération de ces titres participatifs est comprise entre 75% et 125% du TMO, en fonction des résultats consolidés du Groupe Saint-Gobain.

En avril 1984, la Compagnie de Saint-Gobain a également émis 194 633 titres participatifs de 1 000 écus de nominal, aujourd'hui de 1 000 euros.

Une partie de ces titres a été rachetée au cours du temps ; le nombre de titres encore en circulation au 30 juin 2016 s'élève à 77 516, soit un montant nominal de 77,5 millions d'euros.

La rémunération de ces titres participatifs est composée d'une part d'une partie fixe applicable à 60% du montant nominal du titre et rémunérée à 7,5% l'an, et d'autre part d'une partie variable applicable à 40% du montant nominal du titre, liée au bénéfice net consolidé de l'exercice précédent et au taux de référence Libor EUR 6 mois + 7/8%.

L'ensemble de ces titres participatifs n'est pas remboursable et leur rémunération est assimilée à des frais financiers.

### 7.2.6. Programmes de financement

Le Groupe dispose de programmes de financement à moyen et long terme (*Medium Term Notes*) et à court terme (*Commercial Paper* et *NEU CP*).

A la date du 30 juin 2016, la situation de ces programmes s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	Tirages autorisés	Limites autorisées au 30 juin 2016	Encours au 30 juin 2016	Encours au 31 décembre 2015
<i>Medium Term Notes</i>		15 000	7 719	7 719
<i>US Commercial Paper</i>	jusqu'à 12 mois	901 *	0	0
<i>Euro Commercial Paper</i>	jusqu'à 12 mois	901 *	0	0
<i>NEU CP</i>	jusqu'à 12 mois	3 000	0	0

\* Équivalent à 1 000 millions d'US dollars sur la base du taux de change au 30 juin 2016.

Conformément aux usages du marché, les tirages d'*US Commercial Paper*, *Euro Commercial Paper* et *Negotiable European Commercial Paper (NEU CP)* sont généralement effectués pour une durée allant de un à six mois. Compte tenu de leur renouvellement fréquent, ils sont classés dans la dette à taux variable.

### 7.2.7. Lignes de crédit syndiquées

La Compagnie de Saint-Gobain dispose de lignes de crédit sous forme de crédits syndiqués, dont l'objet principal est de constituer une source de financement sécurisée pour le Groupe Saint-Gobain (y compris le support éventuel de ses programmes de financement à court terme : *US Commercial Paper*, *Euro Commercial Paper* et *NEU CP*) :

- Un premier crédit syndiqué de 1,5 milliard d'euros à échéance décembre 2017 a été conclu en décembre 2012. Ce crédit syndiqué a été renégocié en décembre 2013 et prorogé jusqu'en décembre 2018 ;
- Un second crédit syndiqué de 2,5 milliards d'euros à échéance décembre 2018 comprenant deux options d'extension d'un an supplémentaire chacune, a été conclu en décembre 2013. Après exercice des deux options d'extension en décembre 2014 et décembre 2015, ce crédit syndiqué a été prorogé de deux années supplémentaires, portant sa maturité à décembre 2020.

Au niveau actuel de note de la dette à long terme du Groupe Saint-Gobain, ces deux crédits syndiqués ne comportent pas de ratio financier.

Au 30 juin 2016, aucune de ces deux lignes de crédit n'est utilisée.

### 7.2.8. Titrisation de créances commerciales

Le Groupe dispose de deux programmes de titrisation de créances commerciales, l'un par l'intermédiaire de sa filiale française GIE Point-P Finance, l'autre par l'intermédiaire de sa filiale américaine Saint-Gobain Receivables Corporation.

Le programme français a été signé le 2 décembre 2013 pour un montant maximal de 600 millions d'euros. Il s'élève à 546 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 578 millions d'euros au 31 décembre 2015. Sur la base de fluctuations saisonnières historiques des créances à céder et des caractéristiques du contrat, 200 millions d'euros ont été classés en part à long terme et le solde est classé en part à court terme.

Le programme américain a été signé le 21 octobre 2015 pour un montant maximal de 350 millions d'US dollars. Sa contrevaletur s'élève à 260 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 178 millions d'euros au 31 décembre 2015.

### 7.2.9. Concours bancaires courants et autres passifs financiers à court terme

Ce poste comprend l'ensemble des comptes bancaires débiteurs du Groupe (financement par découvert bancaire), les emprunts bancaires locaux à court terme réalisés par les filiales ainsi que les dérivés et les intérêts courus sur la dette court terme.

### 7.2.10. Dettes garanties par des actifs

Une partie des dettes, pour un montant de 13 millions d'euros au 30 juin 2016, est garantie par des actifs immobilisés (hypothèques et nantisements de titres).

### 7.3. Instruments financiers

Les principaux instruments dérivés utilisés par le Groupe sont les suivants :

(en millions d'euros)	Juste valeur au 30 juin 2016		Total	Juste valeur au 31 décembre 2015	Nominal réparti par échéance au 30 juin 2016			Total
	Dérivés Actif	Dérivés Passif			Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	
<b>Couverture de juste valeur</b>			<b>0</b>	<b>0</b>				<b>0</b>
<b>Couverture de flux futurs</b>								
Change	218	(10)	208	227	2 887	19		2 906
Taux	0	(69)	(69)	(13)	10		397	407
Energie et matières premières	3	(2)	1	(9)	27	2		29
Autres risques		(5)	(5)	6		67		67
<b>Couverture de flux futurs - total</b>	<b>221</b>	<b>(86)</b>	<b>135</b>	<b>211</b>	<b>2 924</b>	<b>88</b>	<b>397</b>	<b>3 409</b>
<b>Dérivés non qualifiés conclus principalement par la Compagnie de Saint-Gobain</b>								
Change	7	(5)	2	3	2 135	12		2 147
Taux		(4)	(4)	22	40			40
Energie et matières premières	1	(1)	0	0	7			7
<b>Dérivés non qualifiés - total</b>	<b>8</b>	<b>(10)</b>	<b>(2)</b>	<b>25</b>	<b>2 182</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>2 194</b>
<b>Total</b>	<b>229</b>	<b>(96)</b>	<b>133</b>	<b>236</b>	<b>5 106</b>	<b>100</b>	<b>397</b>	<b>5 603</b>

#### 7.3.1. Instruments de change

- Swaps de change

Les *swaps* de change sont principalement utilisés par le Groupe pour sa gestion de trésorerie en devises à l'aide de ressources principalement en euro.

- Changes à terme et options de change

Les changes à terme et options de change permettent de couvrir le risque de change des sociétés du Groupe sur leurs opérations en devises, en particulier les opérations commerciales (achats et ventes) et les investissements.

#### 7.3.2. Instruments de taux

- Swaps de taux

Les *swaps* de taux utilisés par le Groupe permettent de convertir à taux variable (respectivement fixe) une partie de la dette bancaire ou obligataire contractée à taux fixe (respectivement variable).

- Cross Currency Swaps

Les *Cross Currency Swaps* sont utilisés par le Groupe pour convertir une dette en devises (respectivement en euro) en une dette en euro (respectivement en devises).

#### 7.3.3. Énergie et matières premières

- Swaps d'énergie et de matières premières

Les *swaps* d'énergie et de matières premières permettent de couvrir le risque de variation du prix d'achat sur certains flux physiques liés aux activités opérationnelles des filiales du Groupe, principalement les approvisionnements d'énergie (fioul, gaz et électricité).

Les dérivés du Pôle Conditionnement existants à sa date de cession, essentiellement du fioul, ont été conservés et reclassés en opérations externes. La Compagnie de Saint-Gobain a mis en place un accord de collatéralisation sur ces opérations.

#### 7.3.4. Autres risques

- Dérivés sur actions

Les dérivés sur actions permettent de couvrir le risque de variation du cours de l'action Saint-Gobain concernant le plan de rémunération à long terme sous la forme d'attribution d'unités de performance.

#### 7.3.5. Risque de crédit des instruments dérivés

La valorisation du risque de crédit des instruments dérivés est calculée selon la norme IFRS 13 à partir des probabilités de défaut historiques issues des calculs d'une agence de notation de premier plan et d'un taux de recouvrement. Au 30 juin 2016, cette valorisation n'est pas significative.

#### 7.3.6. Impact en capitaux propres des instruments financiers qualifiés en couverture de flux futurs

Au 30 juin 2016, la réserve IFRS de couverture des flux futurs («*cash flow hedge reserve*» consolidée) représente un solde créditeur de 147 millions d'euros composé principalement :

- d'un montant créditeur de 213 millions d'euros correspondant à la variation de valeur des couvertures de *swap* de change qualifiées en couverture de flux futurs concernant l'achat du contrôle de Sika ;
- d'un montant débiteur de 41 millions d'euros relatif aux *Cross Currency Swaps* qualifiés en couverture de flux futurs permettant la conversion en euro d'un emprunt obligataire ;
- d'un montant débiteur de 16 millions d'euros correspondant à la variation de valeur des couvertures de taux qualifiées en couverture de flux futurs.

Les dérivés qualifiés en couverture de flux futurs ne présentent pas d'inefficacité significative.

#### 7.3.7. Impact en résultat des instruments financiers non qualifiés en couverture de flux futurs

La juste valeur des instruments dérivés qui sont classés dans la catégorie «Actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat» est négative de 2 millions d'euros au 30 juin 2016 (positive de 25 millions d'euros au 31 décembre 2015).

#### 7.3.8. Structure de la dette du Groupe

La moyenne pondérée des taux d'intérêts de la dette brute totale, aux normes IFRS et après gestion (*swaps* de taux et *Cross Currency Swaps*), s'établit à 3,9 % au 30 juin 2016 contre 3,9% au 31 décembre 2015.

Le tableau ci-après présente la répartition par type de taux (fixe ou variable) de la dette brute du Groupe au 30 juin 2016 après gestion par des *swaps* de taux et des *Cross Currency Swaps*.

(en millions d'euros)	Dette brute après gestion des taux		
	Variable	Fixe	Total
EUR	1 282	6 207	7 489
Autres devises	903	911	1 814
<b>Total</b>	<b>2 185</b>	<b>7 118</b>	<b>9 303</b>
	<b>23%</b>	<b>77%</b>	<b>100%</b>
Autres passifs financiers			71
Intérêts courus			150
<b>Total dette brute</b>			<b>9 524</b>

## 7.4. Actifs et passifs financiers

La synthèse des actifs et passifs financiers selon la norme IFRS 7 est la suivante :

Au 30 juin 2016 :

<i>(en millions d'euros)</i>		Instruments financiers à la juste valeur			Total des instruments financiers évalués à la juste valeur	Autres instruments financiers			Total des instruments financiers	Instruments financiers à la juste valeur selon les hiérarchies IFRS 7			Total des instruments financiers évalués à la juste valeur
Rubriques au bilan et classes d'instruments	Notes	Instruments financiers par résultat	Dérivés qualifiés de couverture	Actifs et passifs évalués à la juste valeur (option JV)		Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti		Données de niveau 1	Données de niveau 2	Données de niveau 3	
Créances clients et autres créances	(3)				0		7 205		7 205				0
Prêts, dépôts et cautions					0		553		553				0
Titres disponibles à la vente et autres titres					0	55			55				0
Instruments dérivés actifs		8	221		229				229		229		229
Disponibilités et équivalents de trésorerie				2 900	2 900				2 900	1 759	1 141		2 900
<b>Total actif</b>		<b>8</b>	<b>221</b>	<b>2 900</b>	<b>3 129</b>	<b>55</b>	<b>7 758</b>	<b>0</b>	<b>10 942</b>	<b>1 759</b>	<b>1 370</b>	<b>0</b>	<b>3 129</b>
Dettes fournisseurs et autres dettes	(3)				0			(9 166)	(9 166)				0
Dettes financières long terme et court terme					0			(9 454)	(9 454)				0
Instruments dérivés passifs		(10)	(86)		(96)				(96)		(96)		(96)
<b>Total passif</b>		<b>(10)</b>	<b>(86)</b>	<b>0</b>	<b>(96)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(18 620)</b>	<b>(18 716)</b>	<b>0</b>	<b>(96)</b>	<b>0</b>	<b>(96)</b>
<b>Total</b>		<b>(2)</b>	<b>135</b>	<b>2 900</b>	<b>3 033</b>	<b>55</b>	<b>7 758</b>	<b>(18 620)</b>	<b>(7 774)</b>	<b>1 759</b>	<b>1 274</b>	<b>0</b>	<b>3 033</b>

Au 31 décembre 2015 :

<i>(en millions d'euros)</i>		Instruments financiers à la juste valeur			Total des instruments financiers évalués à la juste valeur	Autres instruments financiers			Total des instruments financiers	Instruments financiers à la juste valeur selon les hiérarchies IFRS 7			Total des instruments financiers évalués à la juste valeur
Rubriques au bilan et classes d'instruments	Notes	Instruments financiers par résultat	Dérivés qualifiés de couverture	Actifs et passifs évalués à la juste valeur (option JV)		Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti		Données de niveau 1	Données de niveau 2	Données de niveau 3	
Créances clients et autres créances	(3)				0		5 910		5 910				0
Prêts, dépôts et cautions					0		510		510				0
Titres disponibles à la vente et autres titres					0	62			62				0
Instruments dérivés actifs		35	238		273				273		273		273
Disponibilités et équivalents de trésorerie				5 380	5 380				5 380	4 148	1 232		5 380
<b>Total actif</b>		<b>35</b>	<b>238</b>	<b>5 380</b>	<b>5 653</b>	<b>62</b>	<b>6 420</b>	<b>0</b>	<b>12 135</b>	<b>4 148</b>	<b>1 505</b>	<b>0</b>	<b>5 653</b>
Dettes fournisseurs et autres dettes	(3)				0			(9 142)	(9 142)				0
Dettes financières long terme et court terme					0			(10 189)	(10 189)				0
Instruments dérivés passifs		(10)	(27)		(37)				(37)		(37)		(37)
<b>Total passif</b>		<b>(10)</b>	<b>(27)</b>	<b>0</b>	<b>(37)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(19 331)</b>	<b>(19 368)</b>	<b>0</b>	<b>(37)</b>	<b>0</b>	<b>(37)</b>
<b>Total</b>		<b>25</b>	<b>211</b>	<b>5 380</b>	<b>5 616</b>	<b>62</b>	<b>6 420</b>	<b>(19 331)</b>	<b>(7 233)</b>	<b>4 148</b>	<b>1 468</b>	<b>0</b>	<b>5 616</b>

## NOTE 8 – CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

### 8.1. Capitaux propres

#### 8.1.1. Capital

Au 30 juin 2016, le nombre d'actions composant le capital social de la Compagnie de Saint-Gobain est de 554 846 980 actions au nominal de 4 euros (560 943 439 actions au 31 décembre 2015).

#### 8.1.2. Dividendes

L'Assemblée Générale, réunie le 2 juin 2016, a approuvé le dividende proposé au titre de l'exercice 2015, soit 1,24 euro par action.

## 8.2. Résultat par action

Le calcul du résultat de base et dilué par action se détaille comme suit :

	1 <sup>er</sup> semestre 2016		1 <sup>er</sup> semestre 2015	
	De base	Dilué	De base	Dilué
<b>Résultat (en millions d'euros)</b>				
Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe	596	596	493	493
Résultat net des activités cédées, part du Groupe	0	0	65	65
Résultat net, part du Groupe	596	596	558	558
<b>Nombre d'actions</b>				
Nombre moyen pondéré de titres en circulation	556 459 337		561 292 118	
Nombre moyen pondéré et dilué de titres		558 802 960		563 600 566
<b>Résultat par action (en euros)</b>				
Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe par action	1,07	1,07	0,88	0,87
Résultat net des activités cédées, part du Groupe par action	0,00	0,00	0,12	0,12
Résultat net, part du Groupe par action	1,07	1,07	1,00	0,99

Le nombre moyen pondéré et dilué de titres est calculé à partir du nombre moyen pondéré de titres en circulation en tenant compte de tous les effets de la conversion des instruments dilutifs existants, c'est-à-dire des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions soit 694 853 titres et des plans d'attribution d'actions de performance soit 1 648 770 titres au premier semestre 2016.

## NOTE 9 – IMPOTS SUR LES RESULTATS

### 9.1. Impôts sur les résultats

Le résultat net des sociétés intégrées avant impôt sur les résultats est le suivant :

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2016	1 <sup>er</sup> semestre 2015
Résultat net de l'ensemble consolidé	610	585
moins :		
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	16	20
Résultat net des activités cédées	0	69
Impôts sur les résultats	(261)	(236)
<b>Résultat des sociétés intégrées avant impôt sur les résultats</b>	<b>855</b>	<b>732</b>

Conformément à la norme IAS 34, la charge d'impôt comptabilisée est déterminée par référence au taux effectif d'impôt projeté en fin d'année retraité des éléments ponctuels du semestre.

La réconciliation entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt réelle a été effectuée sur la base d'un taux d'imposition de 34,43% au premier semestre 2016 contre 38% au premier semestre 2015 et s'analyse de la façon suivante :

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2016	1 <sup>er</sup> semestre 2015
<b>Impôts théoriques calculés aux taux locaux de chaque pays</b>	<b>(228)</b>	<b>(197)</b>
Dépréciations d'actif, plus ou moins-values et provision concurrentielle	(2)	(8)
Non reconnaissance d'impôts différés actifs	(8)	(11)
Report variable	(1)	0
Coûts relatifs aux dividendes	(21)	(11)
Autres impôts	(1)	(9)
<b>Charge totale d'impôt sur les résultats</b>	<b>(261)</b>	<b>(236)</b>



**9.2. Impôts différés**

Au bilan, la variation du montant net des impôts différés actifs et passifs s'explique de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Impôts différés actifs/(passifs) nets</b>
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>871</b>
(Charges)/produits d'impôts différés	50
Variation des impôts différés relatifs aux écarts actuariels IAS 19 (note 4 - charges et avantages au personnel)	140
Ecarts de conversion	5
Incidence de la variation du périmètre de consolidation et divers	8
<b>Situation au 30 juin 2016</b>	<b>1 074</b>

**NOTE 10 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Néant.

**COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2016**

**Les Commissaires aux Comptes**

**PricewaterhouseCoopers Audit  
Crystal Park  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex**

**KPMG Audit  
Tour Eqho  
2, avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense**

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
**Crystal Park**  
**63, rue de Villiers**  
**92208 Neuilly-sur-Seine Cedex**

**KPMG Audit**  
**Tour Eqho**  
**2, avenue Gambetta**  
**CS 60055**  
**92066 Paris La Défense**

## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2016**

Aux Actionnaires  
**Compagnie de Saint-Gobain**  
Les Miroirs  
18, Avenue d'Alsace  
92400 Courbevoie

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Compagnie de Saint-Gobain, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

**COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN**  
**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**  
**SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2016**  
Page 2

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

**II - Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 28 juillet 2016

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



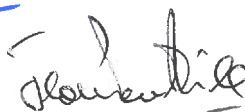
Pierre Coll



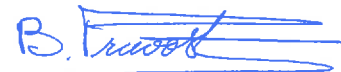
Cécile Saint-Martin

KPMG Audit

*Département de KPMG S.A.*



Jean-Paul Thill



Bertrand Pruvost



**ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES  
DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2016**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2016 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Compagnie de Saint-Gobain et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Courbevoie, le 28 juillet 2016

Pierre-André de Chalendar  
*Président Directeur Général*  
Compagnie de Saint-Gobain

Guillaume Texier  
*Directeur financier*  
Compagnie de Saint-Gobain